



ReLations

Pour qui veut une société juste

NUMÉRO 740
mai 2010

La souveraineté et ses angles morts

Québec solidaire:
pour une souveraineté
populaire

Parti québécois: plaidoyer
pour un gouvernement
souverainiste

Reconquérir notre territoire

Sous l'emprise
du libre-échange

Sortir de l'âge de l'identité

Combat politique
contre la globalisation

Carnet de Bernard Émond
Pierre Vadeboncoeur:
le sens de ce qui importe



5,50 \$



ARTISTE INVITÉ:
ARMAND VAILLANCOURT

Relations

NUMÉRO 740, AVRIL-mai 2010

ACTUALITÉS

4

HORIZONS

Jean-Yves Calvez, un penseur engagé

9

Henri Madelin, s.j.

LE CARNET

DE BERNARD ÉMOND

Pierre Vadeboncoeur:

le sens de ce qui importe

10

EN BREF

27

LA FORME DU JOUR

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Six

28

Élise Turcotte

AILLEURS

Les tribulations du pays
le plus pauvre d'Europe

30

Fodé-Moussa Keita

REGARD

Les lacunes de *Caritas in veritate*

Table ronde

32

CONTROVERSE

L'État doit-il cesser de financer

l'école privée?

Jean-Pierre Proulx

36

Dominique Daigneault

37

MULTIMÉDIAS

39

LIVRES

40

Couverture: Armand Vaillancourt, *El Clamor*, 1985, marbre, béton, acier, sculpture environnementale (détail), Saint-Domingue, République dominicaine

dossier

LA SOUVERAINETÉ ET SES ANGLES MORTS

À l'ère du libre-échange et des paradis fiscaux qui affaiblissent structurellement les États au profit des investisseurs privés, une réflexion sur la souveraineté s'impose. Comment se réapproprier un projet souverainiste fondé sur des alternatives à la concurrence interétatique généralisée? Des gestes de souveraineté sont-ils possibles – dès maintenant – en faveur de la souveraineté alimentaire et d'une utilisation juste et responsable de nos ressources naturelles? Comment sortir des débats identitaires qui font l'impasse sur des enjeux sociétaux majeurs? La lutte contre la globalisation capitaliste ne doit-elle pas s'arrimer à celle pour un Québec souverain?

La souveraineté et ses angles morts

11

Amélie Descheneau-Guay

Québec solidaire: pour une souveraineté populaire

13

Gilles Bourque

Relations et la question nationale

14

Marco Veilleux

Parti québécois: plaidoyer

pour un gouvernement souverainiste

15

Daniel Turp

Reconquérir notre territoire

17

Roméo Bouchard

La souveraineté alimentaire

18

Hélène Gobeil

Sous l'emprise du libre-échange

20

Dorval Brunelle

Sortir de l'âge de l'identité

22

Gilles Gagné

Combat politique contre la globalisation

25

Jean-Claude Ravet

ARTISTE INVITÉ

Sculpteur, peintre, performeur, humaniste, homme de passion et de liberté, **Armand Vaillancourt** est une figure marquante du Québec. Il se distingue par son originalité dès sa première création publique, *Arbre de la rue Durocher* (1954), à Montréal. L'artiste fait éclater les normes de la sculpture et des arts de son époque. On lui doit une cinquantaine d'œuvres monumentales et audacieuses dont le *Monument contre la guerre* (1959) à Chicoutimi, *El Clamor* (1985) à Santo Domingo, la célèbre *Vaillancourt Fountain* (1971) à San Francisco et *River of life* (1999) à Yellowknife. Nommé chevalier de l'Ordre national du Québec en 2004, il a aussi reçu le prix Paul-Émile-Borduas, en 1993.

FONDÉE EN 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis près de 70 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques et religieux de notre époque.

DIRECTRICE

Élisabeth Garant

RÉDACTEUR EN CHEF

Jean-Claude Ravet

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

Catherine Caron

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Amélie Descheneau-Guay

PROMOTION/PUBLICITÉ

Roxanne Bélair

DIRECTION ARTISTIQUE

Mathilde Hébert

ILLUSTRATIONS

Lino, Chloé Surprenant

RÉVISION/CORRECTION

Éric Massé

COMITÉ DE RÉDACTION

Gregory Baum, Gilles Bourque, Louise

Dionne, Céline Dubé, Guy Dufresne,

Jean-François Filion, Marc-André

Gagnon, Mouloud Idir, Nicole Laurin,

Guy Paiement, Rolande Pinard,

Jacques Racine

COLLABORATEURS

André Beauchamp, Jean-Marc Biron,

Dominique Boisvert, Marc Chabot,

Bernard Émond, Vivian Labrie,

Jean-Paul Rouleau, Carolyn Sharp,

Élise Turcotte

IMPRESSION HLN

sur du papier recyclé contenant
100 % de fibres post-consommation.

DISTRIBUTION LMPI / HDS Canada

Relations est membre de la SODEP
<www.sodep.qc.ca>

Les articles de *Relations* sont
répertoriés dans *Repère* et dans
l'*Index de périodiques canadiens*,
publication de Info Globe.

Dépôt légal, Bibliothèque et Archives
nationales du Québec.
ISSN 0034-3781

ABONNEMENTS Ginette Thibault
8 numéros (un an): 35 \$ (t. i.)
Deux ans: 65 \$ (taxes incluses)
À l'étranger: 55 \$ Étudiant: 25 \$
Abonnement de soutien: 100 \$ (un an)
TPS: R119003952 TVQ: 1006003784

Nous reconnaissons l'aide financière du
gouvernement du Canada, par l'entremise
du Programme d'aide aux publications
(PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.

Canada

Envoi de Poste-publication
Enregistrement n° 09261

BUREAUX

25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél.: 514-387-2541
téléc.: 514-387-0206

relations@cjf.qc.ca
www.revuereactions.qc.ca

Le Canada, ami inconditionnel d'un État colonial

On pourrait presque en rire si cela n'avait de conséquences dramatiques sur les conditions de vie de millions de Palestiniens et la survie d'organismes de défense des droits. Je parle de la complaisance du gouvernement Harper envers le lobby pro-israélien qui, plus que jamais, frise la promiscuité. C'en est caricatural. Désormais, toute organisation critiquant les politiques du gouvernement d'Israël dans le conflit israélo-palestinien risque d'être considérée antisémite et de voir ses subventions coupées. C'est le cas, entre autres, de Kairos et Alternatives. Les coupures atteignent aussi les organismes humanitaires s'occupant de Palestiniens comme l'Office de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA). Nous avons vu le gouvernement s'immiscer dans l'organisme Droits et démocratie afin d'en modifier les orientations au

cela à de l'antisémitisme relève d'une stratégie pernicieuse qui vise à museler toute critique envers l'État d'Israël.

Même des juifs peuvent en faire les frais. Pensons au philosophe français Edgar Morin, accusé et condamné – mais blanchi en dernière instance par la Cour de cassation – pour des propos tenus dans un article intitulé «Israël-Palestine: un cancer» dont il était cosignataire, paru en 2002 dans *Le Monde*. Il y évoquait le scandale qu'un gouvernement revendiquant la mémoire de la Shoah en arrive à opprimer un peuple et comment cette mémoire «devient la légitimation d'un colonialisme, d'un apartheid et d'une ghettoïsation pour les Palestiniens».

Si c'est à ses politiques que l'on juge un gouvernement, c'est à ses politiques coloniales qu'il faut juger l'État d'Israël. Et sur bien des aspects, celles-ci s'apparentent en effet à une véritable ghettoïsation de la population palestinienne. Sur cette question, je ne peux que me référer au dossier percutant et troublant d'actualité que *Relations* a publié il y a un an (n° 732, mai 2009): «Palestine: assez d'injustice!» J'écrivais alors en ouverture du dossier: «Être dépouillé de sa terre et de ses moyens d'existence. Voir son territoire quadrillé par les forces d'occupation étrangère. [...] Être toléré dans sa propre maison, jusqu'au jour où l'on en est chassé sans raison. Assister au rasage de ses champs d'oliviers. C'est là l'expérience quotidienne de la population palestinienne. L'humiliation est une blessure ouverte d'où suinte la révolte. Ceux qui se posent en maîtres ont beau imposer le silence des armes, élever des murs contre le droit et la dignité – croyant par là tracer une frontière opaque et étanche qui les mettrait à l'abri des visages défigurés par la souffrance et la rage – ils n'arrivent en fait qu'à une chose. Croyant poser les bases d'une sécurité future, ils sèment

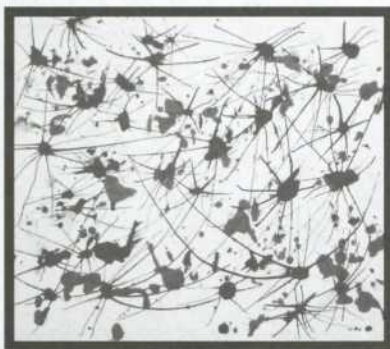
les germes d'une violence du désespoir et de la haine. Ni les portes closes, ni les grillages, ni les gardes armés, ni les postes de contrôle, ni les fouilles, ni les représailles ne peuvent les en protéger. Israël est un État colonial [...] cela ne peut pas durer.»

Et pourtant, cela dure.

Contre les résolutions des Nations unies et en contravention du droit international, Israël s'obstine à agir en État colonial. Il maintient ses politiques d'occupation, érige le «mur de la honte», implante des colonies juives en territoires occupés – pensons à l'annonce de la construction de 1600 logements à Jérusalem-Est, en pleine visite du vice-président des États-Unis –, et ce, en toute impunité. Cela est possible grâce à l'appui tacite des gouvernements occidentaux. Et comme le rappelait le journaliste britannique Robert Fisk, dans ce même numéro de *Relations*, les médias portent une lourde responsabilité dans cet état de chose, par leur manque de courage à dénoncer l'horizon colonial du conflit israélo-palestinien.

La volonté du gouvernement canadien de se déclarer ouvertement «ami inconditionnel de l'État d'Israël» a ceci d'inquiétant qu'elle implique une offensive antidémocratique contre les organisations de solidarité et de sensibilisation de l'opinion publique en faveur de la question palestinienne. Mais elle a ceci de bon qu'elle montre la nécessité d'une mobilisation citoyenne pour la résolution du conflit. On ne peut l'attendre simplement des gouvernements. C'est pourquoi la campagne internationale de «Boycott, désinvestissement et sanction» – que cela soit au nom de l'apartheid ou du colonialisme israélien – est une voie prometteuse pour que cesse l'intolérable.

JEAN-CLAUDE RAVET



Armand
Vaillancourt,
Perséides, 2003,
sérigraphie,
50,5 x 56 cm

bénéfice du lobby pro-israélien. Rappelons aussi la tentative du Parti conservateur, en mars dernier, de faire adopter par le Parlement une motion condamnant comme antisémite la Semaine contre l'apartheid israélien (4 au 11 mars dernier) ainsi que toute assimilation de l'État d'Israël à une forme d'apartheid.

Certes, on peut discuter de l'utilisation du terme «apartheid» pour décrire la politique d'Israël envers la population palestinienne, mais associer



Haïti éprouvé se reconstruit

Un embryon de mouvement citoyen d'auto-reconstruction se développe parmi la population éprouvée d'Haïti, à la suite du séisme du 12 janvier 2010.

FRANKLIN MIDY

L'auteur, sociologue, est coordonnateur de l'Institut de coopération interuniversitaire avec Haïti

Les secousses sismiques ont été dévastatrices et meurtrières. Mais, ce qui a fait le plus de mal aux survivants traumatisés, c'est de n'avoir pas reçu une assistance publique sur-le-champ et de constater l'insoutenable absence de l'État. Six jours après le séisme, le *Washington Post* pouvait écrire: «le gouvernement dirigé par un président irrésolu est totalement dépassé et invisible».

Laissés à eux-mêmes dans l'adversité, les citoyennes et citoyens résiliants ont été les secouristes de proximité. Ils sont accourus sur place aux premiers SOS venus des décombres et des rues encombrées de morts. Mains nues, ils ont sauvé des rescapés et improvisé les premiers camps de sans-abri. Rapidement, des cellules de réflexion et d'action ont été formées çà et là pour leur venir en aide et penser la reconstruction. Cette aide locale est

restée invisible dans les médias mobilisés autour de l'arrivée voyante de l'aide internationale. Les médias sont spontanément nationalistes quand il s'agit de montrer l'aide de leur pays aux victimes de désastres et de mettre en scène le secourisme humanitaire.

Le mouvement citoyen d'auto-reconstruction est observable en plus d'un lieu et sous plus d'une forme. Mentionnons la Cellule de réflexion et d'action nationale (CRAN), organisée par les jésuites, qui réunit chaque dimanche, à Port-au-Prince, des individus et des associations dans un espace inclusif non partisan pour réfléchir sur les enjeux de la reconstruction. Elle formule des propositions concernant les orientations essentielles de la reconstruction, qui seront adressées à la société civile, aux autorités nationales et à la communauté internationale. La CRAN part du principe que la reconstruction doit être l'œuvre et la responsabilité du peuple haïtien et de ses re-



présentants légitimes. Par sa façon de fonctionner en agora, dans un espace de discussion entre porte-parole de différents secteurs de la société, elle travaille à la construction de la nouvelle société rêvée et à l'expérimentation de la démocratie souhaitée.

Concernant la gouvernance de l'aide, le Mouvement moun pou Ayiti bèl (MAB) propose, compte tenu des soupçons de corruption qui pèsent sur l'administration haïtienne, la création d'une institution autonome pour la reconstruction nationale.

d'être laissés seuls, sans moyens d'assister convenablement les déplacés forcés qui arrivent en grand nombre. L'Association des maires de la Grand'Anse a décidé par «arrêté», le 15 février dernier, de constituer un pouvoir municipal autonome pour la gestion des problèmes de l'après-séisme et le développement régional du département.

L'exode urbain vers le monde rural affecte aussi les réserves de semences destinées aux prochaines semailles. Pour nourrir aujourd'hui les réfugiés, les familles paysannes hôtes sont obligées de puiser dans leurs réserves pour la culture de demain, au risque de se

retrouver sans rien quand sera venu le temps de semer et de planter. C'est pourquoi le monde rural organisé lance un SOS à la communauté internationale: aidez-nous à nourrir et servir les réfugiés urbains, pour nous éviter d'épuiser nos réserves de semences et nous permettre d'être prêts à semer à la prochaine saison des pluies. Sinon, c'est tout le pays qui sera rapidement transformé en un vaste camp de réfugiés infantilisés, nourris «humanitairement» par une communauté internationale «boy-scout». ●

À Port-au-Prince, des Haïtiens construisent de nouvelles maisons sur celles dévastées par le tremblement de terre (AP Photo/Rodrigo Abd)

Daniel Bensaïd (1946-2010)

Au service d'une compréhension politique et engagée du monde, l'œuvre de Daniel Bensaïd dialogue autant avec les intellectuels contemporains qu'avec des personnages historiques aussi divers que Jeanne d'Arc, Spinoza, Marx, Péguy et Walter Benjamin.

DIANE LAMOUREUX

Le philosophe et militant de gauche est mort le 12 janvier 2010. Il était venu pour la première fois au Québec en octobre 2003, à l'invitation du Centre justice et foi, pour donner une conférence sur les défis de la gauche. Il était revenu, en mai 2008, pour le lancement

d'un de ses ouvrages, *Les dépossédés*, paru aux éditions Lux.

Militant révolutionnaire et théoricien de l'émancipation, il a été une figure importante du trotskisme français et international. Il a participé à la fondation des Jeunesses communistes révolutionnaires, en 1966, à celle de la Ligue révolutionnaire communiste (LRC), en 1969 et,

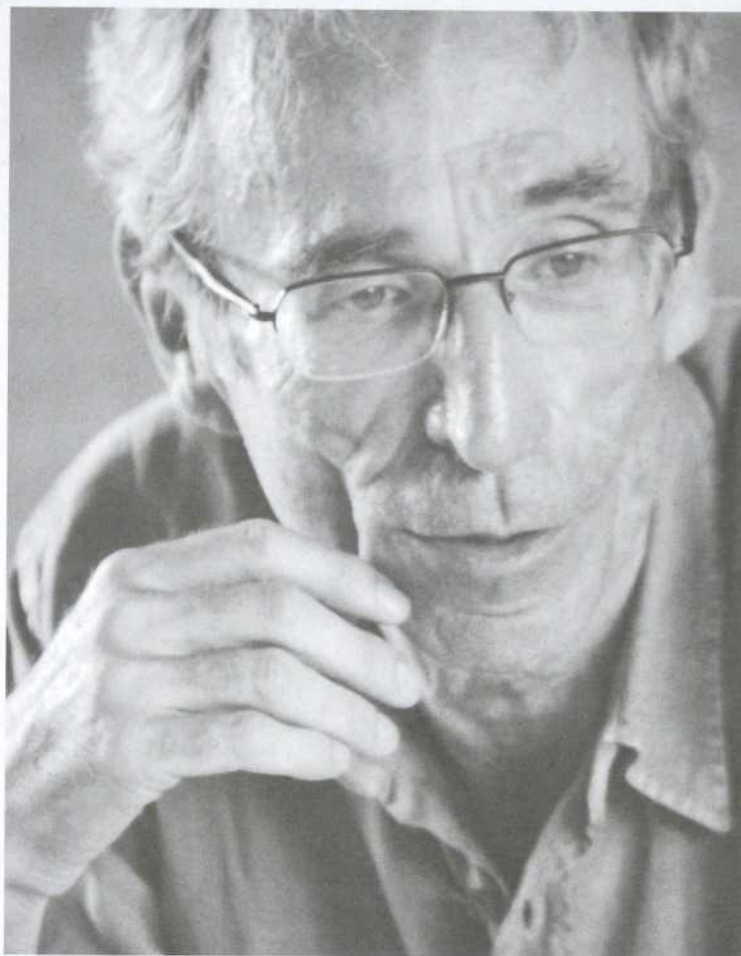
L'auteure est professeure au Département de science politique de l'Université Laval

ANTHROPOLOGIE et SOCIÉTÉS

LA REVUE FRANCOPHONE D'ANTHROPOLOGIE EN AMÉRIQUE
www.ant.ulaval.ca/anthropologieetsocietes

Des thèmes et auteurs différents à chaque numéro!
 Abonnement 1 an* ► Étudiants 35 \$ Régulier 60 \$ Institutions 110 \$
 *Prix pour le Canada

Visitez notre site web et abonnez-vous en ligne!



Daniel Bensaïd.
© Photothèque Rouge/
Jean-Marc Bourquin

plus récemment, à la formation du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), en janvier 2009. Il a également été membre du Mouvement du 22 mars en 1968. Internationaliste infatigable, il a aussi contribué à la renaissance du trotskisme en Amérique latine. Malgré ses engagements militants et ses fidélités organisationnelles, Daniel Bensaïd n'était pas un homme de parti au sens étroit du

terme. Il restait attentif aux mutations des mouvements de contestation sociale et n'hésitait pas à s'engager dans les débats intellectuels.

Durant les dernières années de sa vie, une de ses grandes préoccupations semble avoir été le passage du relais entre la génération qui a vécu 1968 (la sienne) et la nouvelle vague de radicalisation politique liée à l'émergence du mouvement alter-

mondialiste. Il avait déjà tenté une telle expérience au lendemain de Mai 68. Alors que plusieurs groupes révolutionnaires étaient interdits, il avait profité de son passage temporaire en clandestinité pour rédiger, avec Henri Weber, *Mai 1968: une répétition générale?* L'ouvrage reprenait l'idée, déjà évoquée par Trotsky dans son *Histoire de la révolution russe*, selon laquelle les mouvements de 1905-1906 en Russie avaient constitué en quelque sorte une répétition générale de la révolution d'octobre 1917. Mais ses espoirs de voir la révolution advenir rapidement en France ont été déçus avec l'élection de Mitterrand en 1981 et la vague (néo)libérale qui déferle sur le monde occidental depuis les années 1980.

Revigoré par le nouveau souffle instillé aux luttes sociales par le mouvement zapatiste du Chiapas, qui fait une entrée médiatique remarquée en 1994, le jour de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain, il enchaîne ensuite les publications pour restaurer l'esprit révolutionnaire du marxisme, qui s'était largement ossifié dans le «marxisme occidental», et pour mettre en lumière la dimension éminemment politique. Il en a résulté *Marx l'intempestif* en 1995, mais

FÉMINISME ET "DÉVELOPPEMENT DURABLE" UNE ALLIANCE POSSIBLE?

QUÉBEC, 30 MAI AU 5 JUIN 2010

Pour sa huitième édition
L'UNIVERSITÉ FÉMINISTE D'ÉTÉ vous convie à
une semaine intensive d'échanges et de débats.

- Aucun préalable
- Reconnaissance officielle sous forme d'unités d'éducation continue ou de crédits de 1^{er} ou 2^e cycle

PROGRAMME, TARIFS, FORMULAIRES
ET MODALITÉS
www.fss.ulaval.ca/universitefeministedete

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
DESS en études féministes
Téléphone : 418 656-2131 poste 8930
universite-feministe-ete@fss.ulaval.ca

LE DESS EN ÉTUDES FÉMINISTES

Formation spécialisée de 2^e cycle
Interdisciplinarité, 30 crédits
Temps plein ou partiel
Admission: automne, hiver, été
418 656-2131 poste 8930
WWW.ULAVL.CA/SG/PR/C2/530A.HTML



UNIVERSITÉ
LAVAL

Faculté des sciences sociales
Université féministe d'été



Donnons la chance au cours

aussi *Résistance : essai de taupologie générale* en 2001, *Un monde à changer* en 2003, les *Fragments mécréants* en 2005 et l'*Éloge de la politique profane* en 2007.

Soucieux de nouer le dialogue avec la nouvelle génération militante, il fonde et anime la revue *Contretemps* (2001) et les éditions Textuel. Il est également l'auteur, avec Olivier Besancenot, d'un ouvrage qui explicite le projet politique du Nouveau parti anticapitaliste. *Le trotskysme*, paru en 2002, s'inscrit quant à lui dans cette volonté de repositionner ce courant dans un paysage politique plus marqué par l'esprit libertaire.

Aussi à l'aise dans les arcanes organisationnels de la LCR et du NPA que dans les débats intellectuels, il cherche aussi à nouer le dialogue avec ses contemporains: Rancière, Negri, Badiou, Holloway et Žizek. Avec la nouvelle génération militante, il adopte une position plus ouverte, mettant de l'avant un projet plus autogestionnaire tout en réaffirmant le côté résolument internationaliste du trotskysme et sa place dans la composante anticapitaliste du mouvement altermondialiste. C'est ce qui expliquera également son implication dans le processus du Forum social mondial. C'est largement à ce projet que se consacre la revue *Contretemps*.

Même si je suis loin de partager toutes ses convictions intellectuelles et militantes, il n'en reste pas moins que la disparition de Bensaïd est une perte importante pour les mouvements et les intellectuels critiques. Polémiste intransigeant, il savait faire la distinction entre les idées et les personnes et savait manier le débat politique avec rigueur, culture et respect. Ce sont malheureusement des qualités rares et il nous manquera. Certes, les écrits restent, mais il leur manque la chaleur humaine. ●

Le Centre justice et foi a renouvelé son appui au cours d'Éthique et de culture religieuse (ECR) dans un texte publié dans *Le Devoir* du 3 février¹.

JACQUES RACINE

Le Centre justice et foi (CJF) rappelle comment ce cours, dont les finalités sont la reconnaissance de l'autre et la recherche du bien commun, s'inscrit dans la poursuite d'un vivre-ensemble au sein d'«une société où plus personne ne peut se soustraire à la pluralité des visions du monde et des valeurs». Il fait ainsi écho à ses prises de position sur la place de la religion à l'école exprimées dans un mémoire présenté à la Commission de l'éducation en 1999 (<www.cjf.qc.ca/memoires>). Développer une juste compréhension des phénomènes religieux, favoriser l'interrogation éthique sur l'être humain et ses conditions de vie dans la société, expérimenter le dialogue en dépassant la dichotomie entre croyants et non-croyants, voilà autant de défis à relever dans la formation de citoyens. Le programme ECR constitue un outil essentiel et exigeant à cette fin.

Le CJF conteste la stratégie des détracteurs de ce programme qui reporte sur celui-ci les grands débats politiques et religieux sur l'identité nationale, la laïcité, les accommodements raisonnables, le rapport de la société québécoise à l'Église, la réforme de l'éducation. Certains souhaitent que le programme ECR apporte des solutions immédiates et indiscutables à des

questions sur lesquelles la société québécoise demeure déchirée et doit accepter des compromis. On feint d'ignorer la réflexion des dix années qui ont suivi le rapport Proulx, l'importance de la commission parlementaire tenue en 1999, les travaux du Comité sur les affaires religieuses, les consultations sur le programme ou encore les expériences antérieures d'enseignement de la culture religieuse dans certaines écoles du secondaire. À peine un an et demi après l'implantation du cours, on réclame un moratoire, son abandon ou son remplacement. On relance des propositions qui ont été étudiées et n'ont pas été retenues.

Dans son texte, le CJF évoque trois de ces solutions de rechange et souligne la principale faiblesse de chacune: revenir à l'ancienne formule de l'enseignement confessionnel malgré son échec pédagogique auprès des générations précédentes; abolir le cours en optant ainsi «pour une laïcité scolaire d'incompétence» qui laisse les élèves dans l'ignorance du fait religieux; offrir, au choix, un enseignement de chacune des religions, ce qui constitue une option de type «multiculturel» ou «communautarien» qui favoriserait les identités fermées. On pourrait évoquer une quatrième option, soit l'enseignement du fait religieux dans les autres matières telles l'histoire ou la géographie, sans programme ou cours spécifique. Cette solution existe déjà partiellement en histoire, mais elle est réductrice. Elle ne permet pas de considérer la croyan-

L'auteur est professeur associé à la Faculté de théologie et de sciences religieuses de l'Université Laval

1. <www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/282308/ethique-et-culture-religieuse-un-outil-de-citoyennete>.



ce religieuse et l'incroyance comme lieux de construction des visions du monde et de réflexion sur le sens de la vie.

Bien sûr, le programme ECR n'est pas parfait, dit le CJF. Il appelle des correctifs, des ajustements et des enrichissements. Les divers acteurs du milieu éducatif devront d'abord être attentifs au cheminement des élèves et à la qualité de leur formation. Dans l'appréciation du cours, il faut tenir compte des conditions exceptionnelles dans lesquelles ce programme a été inauguré : implantation à tous les niveaux en une même année scolaire, nécessaire transformation de la mentalité des enseignants, production rapide et évaluation de matériel pédagogique avec peu de personnes-ressources disponibles. Il en a été ainsi pour des raisons politiques que l'on ne peut ignorer. Maintenant, peut-on laisser aux milieux éducatifs un peu de temps, faire confiance au professionnalisme des enseignants, s'inspirer des expériences réussies, favoriser le matériel le plus adéquat, apporter les correctifs nécessaires, soutenir des structures de partage et d'accompagnement des maîtres, consolider leur formation initiale et continue?

Depuis les décisions ministérielles de 2005, de nouveaux programmes

universitaires ont été implantés pour la formation des maîtres avec la collaboration de philosophes et de spécialistes en sciences des religions. Des étudiants s'y sont inscrits librement et avec enthousiasme. Des cours à distance ont été élaborés afin de desservir tout le territoire du Québec et d'apporter un soutien de qualité aux enseignants. Nombreux sont ceux qui ont suivi la formation offerte par le ministère ou les universités pendant les deux dernières années.

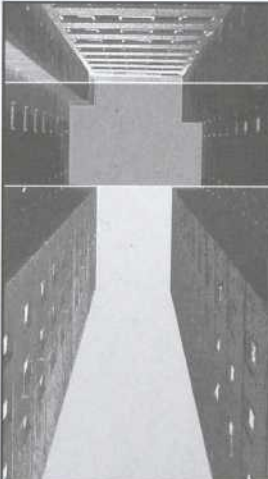
Après une longue période d'incertitude et de recherche concernant l'enseignement de la religion à l'école, une décision a été prise. Le travail commencé doit se poursuivre, malgré la vigueur des oppositions qui tiennent en bonne partie à deux facteurs : la difficile réconciliation des Québécois avec leur histoire religieuse et leur compréhension contextuelle de la liberté de religion. Ils ont peine à accueillir l'expérience du catholicisme qui marque leur culture et leur société autrement que par la négative. Ils n'arrivent pas à discerner, de façon critique, la re-

cherche spirituelle, les défis relevés, les doutes, les débats et les engagements des générations de croyants qui les ont précédés et leur ont permis d'être ce qu'ils sont aujourd'hui. De même, depuis les années 1960, la liberté religieuse a été définie, au quotidien, comme une liberté négative, une liberté de prendre distance face aux institutions ecclésiales, de « sortir de la religion ». On a aujourd'hui à reconnaître la liberté d'exprimer, dans l'espace public, sa religion quelle qu'elle soit ou sa distance par rapport à toute religion.

Le programme d'Éthique et culture religieuse a justement pour objectif d'aider à relever ces deux défis : la familiarisation avec l'héritage religieux du Québec et l'ouverture à la liberté religieuse (voir *La mise en place d'un programme d'éthique et de culture religieuse. Une orientation d'avenir pour tous les jeunes du Québec*, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2005, p.8). À court terme, sa réception subit cependant le contrecoup des déficiences évoquées. ●

centre Justice et foi

Au cœur des débats de société



**PERFECTIONNEMENT ET RECHERCHE
DANS LE CHAMP DU RELIGIEUX**

Maîtrise en sciences des religions
Maîtrise et doctorat en théologie
Doctorat en sciences des religions
Doctorat en théologie

www.ftsr.ulaval.ca



UNIVERSITÉ
LAVAL
Faculté de théologie
et de sciences religieuses



Jean-Yves Calvez, un penseur engagé

HENRI MADELIN, S.J.

Le père Jean-Yves Calvez, jésuite français et ancien directeur de la revue *Études*, est mort soudainement à Paris, le 11 janvier dernier, à l'âge de 82 ans. Le fil d'or de sa vie pour Dieu au milieu des hommes et des femmes demeure son engagement dans le champ social qu'il n'isolait pas des problématiques politiques et des perspectives du «développement» dont parle Paul VI dans l'encyclique *Populorum Progressio*. Il avait eu le temps de se familiariser avec toutes ces questions quand il assumait de nombreuses responsabilités au centre de recherche de l'Action populaire à Vanves. Devenu le Ceras, celui-ci est désormais installé à Saint-Denis, au nord de Paris, dans une banlieue qui fut longtemps un fief communiste. Il soutenait par ses conseils et ses écrits la revue *Projet* dont il avait trouvé lui-même le titre pour remplacer celui un peu vieillot de *Revue de l'Action populaire*. C'est aussi à lui que l'on doit la fondation, dans les années 1960, de l'Inades, un centre pour le développement de l'Afrique noire, installé à Abidjan.

Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences po), enseignant les sciences sociales à l'Institut catholique de Paris et au Centre Sèvres, il est l'auteur de nombreux livres qui sont la conséquence et la reprise de ses enseignements. Mais ce passage par les chaires universitaires ne l'a pas détourné d'autres chaires comme celle de

Notre-Dame de Paris où il assura, à la demande du cardinal Lustiger, la prédication durant un carême. Pendant les vacances d'été, il partait pour l'Argentine où il donnait des cours et animait des retraites à des hommes et des femmes engagés en politique.

Jean-Yves Calvez a toujours plaidé en faveur de la doctrine sociale de l'Église, même en des temps où elle était passablement décriée. Pendant sa théologie à Fourvière, il avait déjà publié avec un compagnon jésuite, Jacques Perrin, un ouvrage intitulé

Jean-Yves Calvez a toujours plaidé en faveur de la doctrine sociale de l'Église, même en des temps où elle était passablement décriée.

Église et société économique – L'enseignement social des papes de Léon XIII à Pie XII (Aubier, 1959). Par la suite, il ne cessa de commenter et d'enseigner les contenus et la portée des encycliques sociales en les prolongeant jusqu'à celle récente de Benoît XVI. L'Église orthodoxe de Russie l'a d'ailleurs sollicité à plusieurs reprises pour l'aider à bâtir une doctrine capable de donner un contenu et des orientations à l'engagement des fidèles orthodoxes dans le champ social.

En 1956, alors qu'il n'avait pas encore atteint la trentaine et n'était pas encore prêtre, il publie *La pensée de Karl Marx*, toujours réédité en livre de poche. On murmure même que des dirigeants du Parti communiste français le recommandaient volontiers aux militants, à une époque où une visée «scientifique» de Marx et du marxisme faisait tourner les têtes pensantes vers le philosophe Althusser, ardent contempteur du «prétendu» humanisme de Marx. Cette attention portée

au premier Marx et aux évolutions ultérieures du marxisme pratique et théorique a permis à Jean-Yves Calvez – nommé assistant général pendant treize ans à Rome – d'être un précieux conseiller de Pedro Arrupe, alors Père général des jésuites, lorsqu'il s'est agi de préciser la position de la Compagnie de Jésus sur différents aspects du marxisme. Cela avait été rendu nécessaire par les remous provoqués par l'apparition et la mise en pratique de diverses théologies de la libération en Amérique latine.

À l'autre extrémité du spectre, dans les pays de l'Est européen, vassalisés sous la férule de Moscou, l'agitation couvait. Jean-Yves Calvez a fait partie de plusieurs délégations du Saint-Siège appelées à rencontrer des praticiens des sciences sociales ainsi que des responsables du parti installés dans les cercles du pouvoir. La Hongrie fut le lieu privilégié pour ce type d'échanges. Ces hommes de l'Est lointain désiraient parler discrètement du désenchantement et des frustrations qu'ils ressentaient. C'est dans cette phase de désillusion qu'il faut également situer, au-delà du rideau de fer, une remarquable conférence de Karl Rahner sur *Le Christ, avenir absolu de l'homme*.

Cet engagement aux multiples facettes de Jean-Yves Calvez fait de lui un exemple remarquable de ce que les textes ignatiens appellent «notre manière de procéder». ●

L'auteur, théologien et politologue, est membre du Service jésuite européen, Bruxelles-Strasbourg



PIERRE VADEBONCOEUR : LE SENS DE CE QUI IMPORTE

En 1945, à l'âge de 25 ans, Pierre Vadeboncoeur publiait un essai intitulé «La joie» dans la revue *La nouvelle relève*. C'était il y a 65 ans.

Dans ce texte admirable, le jeune Pierre Vadeboncoeur compare la joie au bonheur. «L'esprit de joie, écrit-il, renonce de grand cœur à toutes les choses que l'esprit de bonheur poursuit. Le bonheur est essentiellement égoïste, tandis que la joie est essentiellement généreuse et désintéressée.»

On peut lire, dans ce texte de jeunesse, le programme de toute une vie. On y trouve comme en germe les raisons de son action syndicale et de son engagement politique, ainsi que son extraordinaire sensibilité à la peinture, à la littérature, à la musique et, enfin, sa spiritualité profonde et libre. Exemplaire, Pierre Vadeboncoeur n'a jamais renié les idéaux de sa jeunesse. Toute sa vie, il les a pratiqués, dans son activité militante comme dans son travail d'écrivain.

Pierre Vadeboncoeur n'a jamais perdu le sens de ce qui importe : au cœur de son travail, de sa pensée, se trouve l'idée de jugement, si malmenée dans un monde dominé par le relativisme, l'indifférenciation et le cynisme. Toutes les choses, toutes les pensées ne se valent pas, ce qui implique qu'il faut choisir. De même faut-il reconnaître une hiérarchie des

valeurs, des idées, des actions. Sans cette hiérarchie, comment affirmer que la justice vaut mieux que l'oppression, que la solidarité est supérieure à l'égoïsme, ou que Bach est plus grand que le dernier tube de Musique Plus?

Dans *L'humanité improvisée*, sans doute la plus lucide critique du post-modernisme qui ait été écrite au Québec, Pierre Vadeboncoeur oppose licence et liberté et écrit que «la liberté ne procède pas nécessairement d'un refus, mais bien plus fondamentalement d'une adhésion» et «qu'elle ne tient pas forcément les principes pour des obstacles, mais qu'au contraire, elle recherche le principe». Il y aurait donc quelque chose de plus grand que nous, quelque chose qui soit digne de foi et qui vaille qu'on y sacrifie son intérêt personnel. Ce quelque chose crève les yeux, tombe sous le sens, mais tout, dans le monde contemporain, fait que nous nous en détournons.

Dans ses deux derniers livres, *Essais sur la croyance et l'incroyance* et *La clef de voûte*, Pierre Vadeboncoeur essaie de s'approcher de ce *quelque chose*. Ces livres sont troublants parce qu'au-delà des principes humains qui pourraient servir à orienter l'action, Pierre Vadeboncoeur sent une Présence, un Être. Devant la négation qu'est l'athéisme, il tient à préserver le mystère du monde.

Dans *La clef de voûte*, il écrira : «Ma raison raisonnante, tout à fait sceptique, ne concède rien et néanmoins, par en dessous, se maintient en moi tout naturellement une espèce de confession innée grâce à laquelle, sans difficulté aucune, je reste comme en rapport avec un être personnel que je

ne nomme pas mais qui habite je ne sais comment ma conscience d'une manière aussi constante que l'est celle-ci même. Je suis en effet profondément fidèle à Cela qui est en moi. C'est ainsi. Cette Réalité fait partie de ma vie et je ne puis m'en abstraire plus que de celle-ci. J'ai le sentiment de n'être pas seul.»

C'est peut-être pour cela que le jeune Pierre Vadeboncoeur avait pu écrire : «La joie est adéquate et ne laisse point l'âme insatisfaite de l'univers. La mort même, qui pose le problème le plus aigu de l'ordre du bonheur, n'en pose aucun dans l'ordre de la joie.»

En quittant son chevet, la veille de son décès, alors qu'il ne faisait plus de doute qu'il allait mourir, j'ai éprouvé, étrangement, une sorte de sérénité. Je quittais un homme qui a donné sa pleine mesure, dans son action et ses écrits. Comment imaginer vie plus utile, mieux remplie, plus belle?

Croyants comme non-croyants, je pense que nous devons rendre grâce pour la vie de Pierre Vadeboncoeur. Cet homme, il faut que nous le méritions, et nous le mériterons par notre travail, en défendant ces principes auxquels il adhéraït : la liberté, la justice, la solidarité, la pérennité de la culture et des traditions. Il ne faut pas que la source se tarisse. ●

Ce texte a été lu aux obsèques de Pierre Vadeboncoeur le 15 février 2010.

La souveraineté et ses angles morts



Armand Vaillancourt, *Le Chant des peuples ou Pour le droit inaliénable des peuples à l'autodétermination*, 1996, bois peint et câbles d'acier, 7,32 m x 2,44 m x 14,64 m, créée au Centre des Arts de la Confédération à Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard

AMÉLIE DESCHENEAU-GUAY

Le débat sur la souveraineté du Québec s'est profondément transformé depuis trois décennies. Certes, la question constitutionnelle et celle du partage des pouvoirs entre les gouvernements fédéral et provincial demeurent cruciales car elles impliquent des contraintes réelles d'action – par exemple, lorsque le Québec ne peut décider ni parler en son propre nom au sein des instances internationales. L'enjeu constitutionnel, tout comme ceux de la souveraineté économique et politique, s'inscrit toutefois dans le cadre plus large d'une globalisation capitaliste qui se déploie désormais sous une forme néolibérale intensifiée. C'est précisément en figurant ce contexte « globalitaire » que nous entendons, dans ce dossier, réfléchir l'horizon de la souveraineté nationale. Car plus qu'une simple toile de fond, le discours et les pratiques néolibérales façonnent notre manière d'appréhender la présence du Québec dans le monde, de débattre des « raisons communes » d'un Québec souverain, et ce, parfois aux dépens des finalités originales du projet souverainiste.

Le mouvement souverainiste a été intimement lié, à ses débuts, aux luttes pour la justice et la transformation sociales. Plusieurs de ses militants ont toutefois cédé, au lendemain de la défaite référendaire de 1995, aux pressions néolibérales, notamment lors du Sommet du déficit zéro. La tendance persiste nettement au vu des positions défendues actuellement par le Parti québécois. L'option néolibérale et l'intégration continentale par la voie du libre-échange se sont alors renforcées en vue de rendre le Québec plus « indépendant ». Or, n'est-ce pas l'effet contraire qui s'est produit? Le libre-échange et la libéralisation des marchés n'affaiblissent-ils pas notre autonomie et notre capacité collective d'action politique, les gouvernements acceptant « souverainement » de se subordonner aux pouvoirs économiques et financiers (voir l'article de Dorval Brunelle)?

Il doit rester des vallées
D'où la parole se lève
FERNAND DUMONT, LA PART DE L'OMBRE

Concrètement, pour s'insérer dans l'ordre global et faire du Québec un «État néolibéral fort», nous continuons de concéder nos ressources naturelles presque sans conditions aux multinationales. Notre régime agricole est désormais au service des grands intégrateurs et exportateurs (voir l'article de Roméo Bouchard), et soumis à une logique marchande qui menace la souveraineté alimentaire du Québec.

Cette perte d'une souveraineté que nous avons déjà est symptomatique de la logique néolibérale à l'œuvre. D'abord, en uniformisant le monde par l'unification économique, elle étouffe les souverainetés politiques qui tentent de construire des alternatives à une économie capitaliste et présente celle-ci comme le seul modèle de développement possible. Elle démantèle ainsi les différentes formes originales de la vie en société, dissout les raisons fortes du vivre-ensemble et exploite ensuite cette dissolution des référents, notamment en récupérant les angoisses identitaires. Dans son article, Gilles Gagné montre de manière éloquent comment l'actuel débat identitaire au Québec détourne notre attention des véritables enjeux sociétaux – indissociables de la question de la souveraineté: la crise que le monde traverse menace non seulement la dimension symbolique des sociétés, mais aussi les conditions concrètes d'existence de l'humanité.

Parmi les voies porteuses d'espoir, il y a celle choisie par différents groupes et mouvements sociaux conscients que pour s'atteler à ces enjeux fondamentaux, il faut d'abord reconquérir une véritable souveraineté populaire. Cette reconquête des espaces de souveraineté est à faire maintenant, en solidarité avec les différentes souverainetés populaires du monde. Québec solidaire, qui s'inscrit dans la tradition du nationalisme de gauche, œuvre dans cette perspective en proposant notamment la mise en place d'une assemblée constituante (voir l'article de Gilles Bourque). Cette démarche nous permettrait de décider de notre avenir et des règles qui régissent notre vie collective, dans l'horizon d'une réappropriation collective des institutions politiques et, surtout, d'une redéfinition des orientations normatives qui les fondent.

L'essentiel de la tâche consiste donc non seulement à préserver ce qui reste de la souveraineté politique dans le capitalisme globalisé – qui se déploie précisément contre elle –, mais également à concrétiser les principes de justice sociale qui doivent être à la base d'un Québec souverain. La lutte pour limiter le pouvoir de la globalisation s'accompagne donc d'une refondation politique, dont le premier geste peut être de soumettre, souverainement, l'économie au politique afin de reprendre notre capacité d'agir sur le monde.



Armand Vaillancourt, *La Révolution du Cœur*, 2002, acrylique sur toile, 1,52 m x 2,44 m

Québec solidaire: pour une souveraineté populaire

En novembre 2009, les membres de Québec solidaire ont adopté une série de résolutions qui définissent les positions du parti sur la question nationale: soit la définition de la nation québécoise, de l'option politique et de la démarche pour y parvenir.

GILLES BOURQUE

Québec solidaire propose une conception résolument civique et pluraliste de la communauté nationale et de la société: «La nation québécoise [...] ne repose pas sur l'origine ethnique, mais sur l'adhésion volontaire à la communauté politique.» À ce titre, elle «est non seulement une cristallisation d'événements passés [...] mais aussi le produit jamais achevé d'un processus continu». En conséquence, elle «se définit par une histoire propre de la communauté francophone transformée tout au long par l'intégration successive d'éléments provenant des autres communautés qui se sont ajoutées».

Il importe de souligner que les notions de nation, de peuple et de société sont utilisées ici comme des synonymes: «Comme nation, le peuple québécois se définit comme une société globale apte à s'autodéterminer.» Une telle assertion n'est pas sans conséquences théoriques et politiques. Il en découle nécessairement que tous les citoyens du Québec – sauf les Amérindiens (nous y reviendrons) – appartiennent *de facto* à la nation québécoise. C'est du moins ce qu'il faut lire quand le programme traite de la communauté anglophone. Après avoir souligné que cette dernière «a participé depuis longtemps à l'histoire du Québec [...] et a acquis des droits spécifiques», on ajoute que «les anglophones représentent une minorité importante qui fait partie intégrante de la nation québécoise et qui partage son destin politique». L'approche paraît généreuse et ouverte, mais comment peut-on affirmer cela alors que l'on sait pertinemment que la très vaste majorité des membres de cette communauté s'identifient d'abord et avant tout à la nation canadienne et, qui plus est, demeurent résolument fédéralistes? Il ne peut exister d'appartenance effective à une nation sans que l'on s'identifie à cette communauté nationale.

Or, c'est précisément cette perspective que Québec solidaire retient à propos des commu-

nautés culturelles: «L'identification à la nation québécoise de la part des membres des communautés culturelles et personnes immigrantes sera le fruit d'une expérience historique de luttes communes et partagées.» Pourquoi ne pas adopter une telle approche dans le cas de la communauté anglophone? Québec solidaire paraît ici s'inscrire dans cette mouvance souverainiste qui, à force de vouloir se démarquer du nationalisme ethnique, finit par confondre son projet politique avec la réalité des rapports sociaux. Or, le Québec demeure encore aujourd'hui une société plurinationale au sein de laquelle les citoyens s'identifient à des nations différentes (québécoise, canadienne et amérindiennes).

Québec solidaire reconnaît d'ailleurs clairement que les Amérindiens forment des peuples-nations distincts, souverains, ce qui leur «confère le plein droit à l'autodétermination», c'est-à-dire à l'autonomie gouvernementale et même à l'indépendance. Des relations égalitaires avec les peuples autochtones nécessitent à tout le moins, selon le programme, «le remplacement de l'a priori de l'intégrité territoriale par une tout autre notion, celle de la nécessaire cohabitation sur un même territoire de peuples souverains pouvant disposer librement de leur avenir». Les nations autochtones seraient, sur cette base, invitées à se joindre à une éventuelle Constituante. Même si le programme ne va pas jusque-là, ne pourrait-on pas, dans une telle perspective, penser le Québec comme une société plurinationale?

L'INDÉPENDANCE, LA CONSTITUANTE

Québec solidaire s'affiche ouvertement comme un parti indépendantiste. Un choix s'impose: «être une nation minoritaire dans l'État canadien ou une nation qui décide de toutes ses orientations dans un Québec indépendant». Le parti rompt clairement avec tout projet de souveraineté-association (1980) ou de souveraineté-partenariat (1995). La notion de souveraineté est surtout employée dans le sens de souveraineté populaire: «le pouvoir du peuple de décider en toute démocratie de son avenir et des règles qui régissent sa propre vie, incluant les règles fondamentales, comme l'appartenance ou non à un pays, ou la rédaction d'une constitution».

À cet égard, la principale originalité du programme réside dans la convocation d'une Constituante dont le mandat serait de préparer «une ou des propositions sur le statut politique du Québec, sur les valeurs, les droits et les principes sur

L'auteur est professeur
émérite à l'UQAM

La principale originalité du programme de Québec solidaire réside dans la convocation d'une Constituante dont le mandat serait de préparer «une ou des propositions sur le statut politique du Québec, sur les valeurs, les droits et les principes sur lesquels doit reposer la vie commune».

lesquels doit reposer la vie commune» et, en conséquence, sur un ou des projets de constitution.

L'Assemblée constituante serait élue au suffrage universel et composée d'un nombre égal de femmes et d'hommes. «Le mode de scrutin assurera la représentation proportionnelle des tendances et des différents milieux socio-économiques présents au sein de la société québécoise.» Étant donné l'ampleur de la tâche, un député ne pourrait y être élu. Après son élection, l'Assemblée constituante «aura la responsabilité et les moyens de mener un vaste processus de démocratie participative visant à consulter la population du Québec sur son avenir politique et constitutionnel».

L'idée d'une Assemblée constituante n'est certes pas nouvelle dans l'histoire du nationalisme québécois. Québec solidaire a néanmoins le mérite de l'avoir systématisée dans un programme et d'avoir proposé une première ébauche crédible du processus qu'implique une telle aventure. Cependant, cette première mouture soulève nombre de défis qu'il faudra relever et d'interrogations auxquelles il faudra répondre.

On doit d'abord prendre conscience du fait que, à tout le moins pour un indépendantiste, la convocation d'une Assemblée constituante constitue un pari et représente un risque que Québec solidaire, il faut le souligner, assume pleinement. Les travaux de la Constituante pourraient déboucher sur une proposition qui ne soit pas celle de l'indépendance du Québec.

De plus, comment déterminer et organiser ensuite les tendances et les différents milieux socio-économiques qui, selon Québec solidaire, devraient être représentés de manière proportionnelle? La représentation des milieux socio-

économiques sera-t-elle pensée dans une perspective corporatiste? Faut-il assurer une place aux différentes communautés culturelles et à la communauté anglophone? Et sinon, comment s'assurer que ces dernières soient indirectement représentées parmi les tendances et les milieux socio-économiques? Les mouvements sociaux seront-ils considérés comme des «tendances» au même titre que les partis politiques?

La légitimité d'une Assemblée constituante demeurera toujours plus difficile à établir que celle d'un référendum interpellant directement la totalité des citoyens. Il faut surtout éviter qu'elle prenne l'allure d'une espèce de *patchwork* qui rassemble une multiplicité de groupes d'ayant-droits aux horizons disparates et finalement irréconciliables. À l'inverse, quel serait l'effet d'un refus de participation, par exemple des nations autochtones et d'une partie importante de la communauté anglophone?

Québec solidaire s'inscrit dans la tradition du nationalisme de gauche qui remonte aux années 1960. On doit reconnaître qu'il rend cette option politiquement crédible, même si ce n'est pas la principale raison pour laquelle plusieurs adhèrent à ce parti. ●

Armand Vaillancourt,
Drapeau Blanc, 1987,
sculpture environne-
mentale constituée
de treize pierres
de calcite (détail),
4,80 m x 12,2 m x
30,5 m, Pavillon
Pollack, Université
Laval



Relations et la question nationale

MARCO VEILLEUX

Voici comment *Relations* a traité de la souveraineté du Québec au fil des ans.

En janvier 1980, quelques mois avant le premier référendum sur la souveraineté, *Relations* (n°455) demande à cinq historiens d'analyser comment l'histoire est utilisée dans le Livre blanc qui présente la position constitutionnelle officielle du gouvernement du Parti québécois. Parmi ceux-ci, René Durocher souligne que «la vision monolithique de deux blocs: Canada anglais/Québec, l'absence de jonction entre le collectif et l'individuel, de même qu'entre la question nationale et la question sociale en laissera plusieurs perplexes». Selon lui, une des grandes lacunes de cet argumentaire consiste à ne développer que le point de vue des Québécois francophones, et même d'une certaine classe sociale, voire de certains groupes sociaux que représente plus particulièrement le Parti québécois.

L'historien Guy Laperrière met en lumière que ce Livre blanc pose de manière fondamentale la question de l'identité, mais sans jamais la «problématiser». On y parle beaucoup du *peuple québécois*, des *Québécois* et on utilise souvent le *nous*. Mais que désigne ce «nous»? Que peut-il signifier pour les anglophones et les Autochtones?

En mars 1980, l'éditorial de *Relations* (n°457), signé par Irénée Desrochers, affirme que la question nationale se subordonne à la question sociale. Selon lui, «il ne s'agit pas seulement de l'autodétermination nationale d'un peuple, mais de l'autodétermination sociale des masses populaires. Lequel des cadres constitutionnels place le pouvoir là où la majorité populaire du Québec a la meilleure chance d'avoir une emprise sur lui?»

Dans son éditorial de mai 1980 (n°459), Albert Beaudry, alors directeur de *Relations*, prend officiellement position en faveur du «oui». Il le fait toutefois en rappelant que la souveraineté nationale est un *moyen* qui doit toujours concourir à la réalisation de valeurs fondamentales telles que:

L'auteur est membre
de l'équipe du Centre
justice et foi

Parti québécois : plaidoyer pour un gouvernement souverainiste

Sur le chemin vers la souveraineté, il y a un gouvernement du Parti québécois et les gestes-clés qu'il posera pour l'indépendance nationale.

DANIEL TURP

Alors que des voix s'élèvent pour suggérer que la souveraineté du Québec devrait être mise en veilleuse, le défi actuel pour le Parti québécois est d'exercer le leadership à l'égard du projet d'indépendance nationale et de persévérer dans une lutte qui doit être inscrite dans la durée. Il ne doit pas être gêné d'affirmer que le règlement de plusieurs problèmes économiques, sociaux et culturels sera rendu possible par l'accession du Québec à la souveraineté et de rappeler que les compétences et moyens dont dispose le Québec ne lui permettent pas de trouver des solutions durables aux problèmes actuels de la société québécoise. Est-il besoin de souligner, par exemple, que le rapatriement des compétences et crédits en matière d'assurance-emploi permettrait au Québec de se doter de programmes sociaux cohérents?

Les compétences et moyens dont dispose le Québec ne lui permettent pas de trouver des solutions durables aux problèmes actuels de la société québécoise.

Un tel leadership doit reposer tant sur des discours que sur des gestes qui démontrent que la souveraineté est le véritable objectif poursuivi par le Parti québécois. À cet égard, les actions de Pauline Marois depuis son accession à la direction du parti vont en ce sens. Après avoir convaincu les membres du parti que le leadership sur la souveraineté ne s'exerçait pas en débattant constamment des questions reliées à la mécanique et à l'échéancier référendaires, elle a réussi à doter le parti du *Manifeste sur la souveraineté* et de l'*Argumentaire sur la souveraineté*, pour ensuite faire adopter à l'unanimité le *Plan pour un Québec souverain*.

Comme l'affirme ce plan, l'accession du Québec à sa pleine souveraineté sera le pivot d'un gouvernement du Parti québécois ouvertement souverainiste et déterminé à poser des gestes faisant progresser le Québec vers le statut de pays. Ainsi, entre la prise du pouvoir et l'accession du Québec à la souveraineté, des gestes devront être posés visant à freiner et combattre les ingérences du gouvernement fédéral, notamment dans le domaine des affaires municipales, des politiques familiales et de l'enseignement supérieur et de la recherche, à assumer toutes les compétences que détient le Québec, à occuper tout

L'auteur est vice-président du Parti québécois et président de la Commission politique

1) le maintien et l'essor, par notre peuple, de sa langue, de sa culture et de son identité; 2) la coexistence multiculturelle harmonieuse; 3) le développement d'un projet de société cohérent et solidaire.

En 1995, année du second référendum, chaque numéro de *Relations* aborde le projet de la souveraineté. La revue y est favorable, mais toujours comme *instrument* en vue de réaliser une société plus juste et plus démocratique.

Ainsi, en mars de cette même année (n° 608), Julien Harvey affirme que «seul un contrat social intelligent, appuyé sur une base plus large que la simple compétition économique, permettra un projet de société où la liberté sera possible à tous et à toutes, dans la solidarité».

Pour sa part, Carolyn Sharp, directrice d'alors, écrit dans son éditorial d'octobre (n° 614): «Répondre oui à la question du 30 octobre, c'est mettre fin à 400 ans de survivance. Sur ce "oui", nous pouvons construire une solidarité sociale qui permette de relever le défi du 3^e millénaire. Mais ne nous leurrons pas! Notre option pour la transformation sociale n'est pas partagée par tous les souverainistes, même parmi les plus influents. Au lendemain du référendum, le défi de construire une société plus juste sera toujours présent.»

Dans ce même numéro, Guy Paiement affirme: «La souveraineté est un *outil*, rien de plus, mais nous devons l'avoir en main si nous voulons travailler à établir une autre façon de vivre et de faire de la politique. Trop de questions importantes, qu'il s'agisse de l'autonomie amérindienne, de l'accueil des nouveaux arrivants ou encore de la formation professionnelle, se heurtent constamment à la volonté hégémonique d'Ottawa et restent en plan. La souveraineté constitue le moyen privilégié pour établir un autre rapport de forces et pour façonner autrement notre société. Si nous ne croyons pas qu'une telle chose est possible, alors aussi bien nous avouer que notre *société distincte* disparaîtra de la carte et deviendra une sorte de grosse Louisiane. Le "oui" est porteur d'une chance inouïe: celle de nous donner, à tous et à toutes, le goût d'être souverain, c'est-à-dire d'être fondamentalement capable de répondre de ses actes, de les habiter, et d'être ainsi en mesure de sauver, ensemble, une certaine saveur d'humanité.»

C'est certainement au nom de cette «certaine saveur d'humanité» que *Relations* a pris et continuera de prendre position sur la question nationale (voir le dossier qui lui est consacrée dans *Relations*, n° 668, juin 2001).

l'espace dans les compétences partagées et à acquérir de nouveaux pouvoirs, comme en matière de sélection et d'intégration des immigrants. Une Constitution sera adoptée et une citoyenneté québécoise instituée. De tels gestes prépareront le Québec à assumer son destin et démontreront la volonté du Parti québécois de faire accéder le Québec à l'indépendance nationale. Ils mettront fin à un attentisme qui a caractérisé l'attitude des gouvernements péquistes antérieurs et seront un heureux contraste avec le refus du gouvernement Charest de prendre des mesures visant à consolider les institutions québécoises (par exemple, remettre en question la fonction de lieutenant-gouverneur) et à tirer des conséquences des refus du gouvernement du Canada de donner suite aux revendications légitimes du Québec.

Le Parti québécois garde ainsi le cap sur la souveraineté et la *Proposition principale* que présentera le Conseil exécutif national à ses membres, en juin 2010, se voudra un plaidoyer pour un véritable gouvernement souverainiste. Ainsi, s'agissant de langue, il importera de freiner l'anglicisation progressive de l'île de Montréal et que de nouvelles mesures, y compris législatives, soient

adoptées pour que le français y soit la langue commune du travail dans les petites, moyennes et grandes entreprises. Dans le domaine de l'éducation, il importera de prévenir toute tentative de contourner les règles obligeant les enfants issus de l'immigration à fréquenter l'école française au Québec. Ces mesures nécessaires

devraient d'ailleurs se retrouver dans une nouvelle *Charte québécoise de la langue française* visant à donner à cette loi fondamentale la cohésion dont l'ont privée les assauts répétés de la Cour suprême du Canada.

En matière de culture et de communications, un rapatriement intégral des compétences s'impose. Le Québec pourra ainsi se doter de politiques qui seront au service des artisans de la culture québécoise et choisir ses véritables priorités en matière de communications grâce à son propre Conseil québécois de télédiffusion et de radiodiffusion. Un tel rapatriement permettra ainsi d'élargir la mission de Télé-Québec et de créer une Radio-Québec à vocation culturelle.

Dans le domaine économique et social, un gouvernement souverainiste aura comme ambition de favoriser à la fois la création de la richesse et l'égalité des chances. À cet égard, et parmi les multiples actions susceptibles de satisfaire cette ambition, il y a la création d'une véritable Banque de développement du Québec, à partir d'institu-

tions économiques et financières existantes, et l'élaboration d'une véritable stratégie de lutte contre le racisme et la discrimination.

Un gouvernement souverainiste s'occupera aussi des affaires étrangères d'une nation, préparant le terrain pour la reconnaissance internationale du pays. Il se dotera également d'une politique d'aide publique au développement qui fera une place privilégiée aux relations entre le Québec et l'autre État francophone des Amériques qu'est Haïti.

Le projet de pays du Québec s'inscrit dans une démarche analogue à celle qui a fait naître près de 150 nouveaux pays depuis l'avènement des Nations unies, en 1945, et qu'empruntent d'autres nations comme l'Écosse et la Catalogne qui veulent, comme le Québec, avoir une véritable voix au sein du concert de près de 200 pays indépendants. D'ailleurs, il est essentiel que le Québec s'intéresse à l'approche choisie par le gouvernement dirigé par le Scottish National Party pour accéder à l'indépendance nationale. Celle-ci fait une place importante à la reconquête de pouvoirs par le parlement et le gouvernement écossais. Il en va de même pour les initiatives citoyennes en cours en Catalogne qui conduisent à une véritable appropriation par les Catalans du processus d'accession de leur nation à la souveraineté politique.

La réussite du pays du Québec est et sera fondée tant sur le leadership et la persévérance que sur des initiatives et des gestes concrets. Elle résultera d'un gouvernement véritablement souverainiste, œuvrant à donner au Québec le statut qu'il mérite : celui d'un État libre et autonome. ●



Armand Vaillancourt,
Drapeau blanc, 2008,
bois, acier, béton,
13,75 m x 3,5 m,
Sainte-Anne-des-
Monts

Le projet de pays du Québec s'inscrit dans une démarche analogue à celle qui a fait naître près de 150 nouveaux pays depuis l'avènement des Nations unies, en 1945.

Reconquérir notre territoire

La Révolution tranquille est restée inachevée sur le plan de l'appropriation de nos ressources naturelles et de l'intégration des régions périphériques. Il est possible d'y remédier, d'accroître l'indépendance économique du Québec et de favoriser ainsi l'indépendance politique de demain.

ROMÉO BOUCHARD

Un constat s'impose. Le projet souverainiste tel que promu par le Parti québécois et auquel beaucoup d'entre nous ont cru n'a pas réussi à faire consensus au Québec. Il en résulte une profonde division des forces vives de notre société qui paralyse l'émergence d'un projet d'avenir mobilisateur pour le Québec des années 2000.

RENOUER AVEC LA RÉVOLUTION TRANQUILLE

Il est impératif de recréer le plus rapidement possible une puissante solidarité nationale et la meilleure façon d'y arriver est peut-être de reprendre la Révolution tranquille là où nous l'avons laissée.

La Révolution tranquille a d'abord été un projet de libération économique. Pour Jean Lesage et son équipe, la nationalisation de l'électricité, la création de la Régie des rentes, de la Caisse de dépôt et placement, de la Société générale de financement, des ministères de l'Éducation et de la Santé ainsi que le rapatriement des pouvoirs du Québec étaient des outils pour nous permettre, en tant que nation, de reprendre le contrôle de notre économie et de devenir « maîtres chez nous ».

Le Parti québécois, en polarisant l'attention sur la libération nationale, la souveraineté politique et la stratégie référendaire, a mis en veilleuse la vaste réforme démocratique et territoriale que proposait René Lévesque. Du même coup, il a mis de côté la reprise de contrôle de l'ensemble de nos ressources naturelles, nécessaire pour redonner aux Québécois et aux communautés régionales la maîtrise de leur richesse collective et, partant, de leur développement. Dans l'esprit de plusieurs péquistes, l'indépendance est devenue un préalable à toute réforme démocratique, territoriale et économique – un préalable au pays lui-même.

Ce n'est pas ainsi que le Québec est perçu au quotidien par la majorité des Québécois, particulièrement les plus jeunes. La Révolution tranquille n'a pas abouti à l'indépendance politique du Québec mais elle a donné lieu à une redéfinition profonde du Québec. N'en déplaise à ceux qui continuent à rêver d'un pays qui leur échappe, le Québec est devenu, dans les faits, un pays. Un « pays sans papiers »

peut-être, mais un pays réel, un État fonctionnel et un peuple distinct, unique en Amérique.

Ce dont se soucient les Québécois aujourd'hui, c'est moins du pays constitutionnel que du pays réel et son ouverture sur le monde – pays réel dont il est d'ailleurs grand temps que l'on s'occupe. Nos régions se vident, nos forêts et nos poissons de fond sont épuisés, nos ressources naturelles sont concédées presque sans conditions aux étrangers, nos rivières et nos lacs sont contaminés, notre agriculture se meurt, le déficit démocratique s'élargit d'élection en élection, le peuple s'appauvrit pendant que les multinationales et les banques s'enrichissent.

Malgré les contraintes que nous impose le fait d'être un pays enclavé dans une Amérique anglophone où l'intégration et l'interdépendance économiques des pays ne cessent de s'accroître, nous pouvons, avec les ressources et les pouvoirs dont nous disposons, occuper notre territoire et nous attaquer fermement à ces problèmes.

METTRE FIN AU TRANSFERT

DES RICHESSES NATURELLES VERS LE PRIVÉ

Ce qui ronge le Québec, c'est la mainmise des multinationales sur ses ressources naturelles, source première de sa richesse collective. Avant d'être un État, un pays est un territoire dont les ressources permettent à la nation qui l'habite de s'épanouir. Ces ressources, chez nous, furent d'abord les fourrures et le poisson, puis successivement le bois de nos forêts, les terres agricoles, les gisements miniers du bouclier canadien, nos ressources énergétiques, nos réserves d'eau douce, nos espaces naturels. L'exploitation de ces ressources a été faite, dès l'origine, selon un modèle colonial, c'est-à-dire en fonction des intérêts du pays « colonisateur ». Ce syndrome colonial est devenu en quelque sorte la maladie congénitale de notre économie.

Or, la restauration nationale, comme le rappelait si souvent Esdras Minville – le directeur visionnaire des Hautes études commerciales dont le nationalisme économique a marqué la génération d'entre-deux guerres – passe obligatoirement par le rapatriement de la gestion et de l'exploitation de nos ressources naturelles, et par le développement d'une industrie de transformation basée, dans chaque région, sur ces ressources et les communautés qui y vivent. Les gouvernements de la Révolution tranquille ont marqué des points importants dans ce sens en nationalisant l'électricité, en protégeant les terres agricoles, en créant les zones d'exploitation contrôlée (ZEC) et en tentant un sauvetage de l'amiante; mais ils se sont abstenus de toucher aux chasses-gardées des grands mono-

L'auteur est coordonnateur de la Coalition pour un Québec des régions

Ce qui ronge le Québec, c'est la mainmise des multinationales sur ses ressources naturelles, source première de sa richesse collective.

poles étrangers sur nos forêts, nos mines, nos pêcheries, l'agroalimentaire et la transformation de l'aluminium. L'État et le nationalisme québécois des cinquante dernières années se sont constitués « au-dessus » du territoire, « hors sol » en quelque sorte. Nos gouvernements n'ont pas su, non plus, mettre les barrières nécessaires à la délocalisation de l'économie engendrée par le libre-échange. La crise actuelle des régions qui dépendent de l'industrie forestière, de la pêche et de l'agriculture, tout comme la croissance incontrôlée de la couronne de Montréal, en sont le résultat.

En dépit des réformes en cours ici et là, ce modèle persiste dans notre régime forestier, notre loi sur les mines et notre système de quotas de pêche; notre régime agricole est

désormais au service des grands intégrateurs et exportateurs plutôt que des fermiers de proximité; notre développement éolien se fait par des appels d'offres destinés avant tout aux multinationales de l'énergie et de la finance; et c'est également le privé qui risque de profiter le plus du Plan Nord et des ressources en gaz et pétrole le long du Saint-Laurent. Ce transfert systématique de nos richesses naturelles et de nos biens publics dans les poches d'une poignée de grands actionnaires privés et de dirigeants de multinationales et d'institutions financières – encouragé ou toléré par le ministère des Ressources naturelles – est de loin la principale cause des déficits de nos gouvernements et de l'effondrement des régions périphériques, n'en déplaise à nos « lucides »!

La souveraineté alimentaire

HÉLÈNE GOBEIL

L'auteure est
directrice adjointe
du Service de
l'éducation à Déve-
loppement et Paix.

De nombreuses organisations de la société québécoise, regroupées entre autres dans la coalition *D'abord nourrir notre monde*, défendent le concept de souveraineté alimentaire en tant qu'alternative à la concentration de la production et de la distribution des biens agricoles. Elle permettrait au Québec et à sa population de retrouver une indépendance d'action pour répondre à ses besoins alimentaires. Ces organisations, regroupements paysans et organismes de défense des consommateurs rejoignent, par leur position, un mouvement international qui prend chaque jour de l'ampleur.

Si l'agriculture industrielle fut longtemps considérée comme la seule pouvant assurer la sécurité alimentaire de la population, elle est aujourd'hui fortement remise en question. Elle a des effets négatifs non seulement sur l'environnement, mais aussi sur le tissu social en région et sur l'isolement des acteurs agricoles au sein de la société. Au Québec, au début des années 1980, il y avait plus de 40 000 fermes. Aujourd'hui, on en dénombre seulement 26 000, qui sont presque totalement industrialisées. Le taux d'endettement des fermes québécoises est le plus élevé de tous les pays de l'OCDE. Les exploitants agricoles dépendent toujours plus de l'aide gouvernementale et doivent souvent exercer un deuxième métier pour survivre.

Or, cette situation n'est pas une fatalité. Pour retrouver une agriculture à échelle humaine, le mouvement pour la souveraineté alimentaire veut redonner une image positive et attrayante du monde agricole afin d'assurer la relève. Pour ce faire, il met l'accent sur les dimensions nourricières et environnementales de l'agriculture et non plus sur son seul aspect commercial. Il faut privilégier des circuits courts de distribution, c'est-à-dire une commercialisation des produits agricoles qui s'exerce soit par la vente directe du producteur au consommateur (vente à la ferme, sur les marchés, par correspondance), soit par la vente indirecte

avec un seul intermédiaire (boucher, épicerie de quartier, etc.). Cette forme de distribution favorise les aliments produits localement, permet de mieux faire connaître et de valoriser le travail des producteurs et recrée les liens sociaux entre ceux-ci et la population.

L'indépendance alimentaire, le développement de systèmes agricoles locaux et la prise en compte de l'environnement font partie des préoccupations de tous les peuples du monde. En 1996, à Rome, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) tenait un sommet mondial sur l'alimentation. La sécurité alimentaire, concept qui concerne la quantité d'aliments disponibles et l'accès des populations à ceux-ci, était alors au centre des débats. Au même moment, des organisations de la société civile, dont le regroupement international de paysans *Via Campesina*, organisaient leur propre forum. Jugeant le concept de sécurité alimentaire incomplet et insuffisant pour répondre au problème de la faim dans le monde, elles présentaient celui de « souveraineté alimentaire ».

Lors de la crise alimentaire de 2007-2008, le modèle agro-industriel et l'autorégulation des flux agricoles par le marché, longtemps considérés comme les seuls à même de répondre aux besoins de la population mondiale, ont été fortement remis en question. La subite flambée des prix des principales denrées a menacé la stabilité politique et sociale de nombreux pays, plongeant des millions de personnes supplémentaires dans la sous-alimentation. Face aux risques de déstabilisation que peut entraîner la dépendance aux importations alimentaires, des gouvernements comme celui de l'Équateur et du Mali ont alors pris conscience de la nécessité de repenser le système agricole mondial et incluent la défense de la souveraineté alimentaire nationale dans leur constitution.

Une société qui veut être libre et indépendante doit reconnaître et soutenir les hommes et les femmes qui la nourrissent. Sans souveraineté alimentaire, il peut difficilement y avoir une souveraineté politique, économique et sociale qui perdure dans le temps.



Armand Vaillancourt,
Sans titre (# 412), 1993, acrylique
 sur toile, 76 x 91,5 cm

NOUS AVONS LE POUVOIR D'AGIR

La Constitution canadienne, même si elle lui complique la tâche, n'empêche pas le Québec de procéder à cette réforme économique, démocratique et territoriale essentielle à notre épanouissement comme pays et comme territoire. La Constitution canadienne reconnaît, en principe, la «compétence exclusive des provinces en ce qui a trait à la prospection, à l'exploitation, à la conservation et à la gestion des ressources naturelles, y compris le contrôle de la production primaire» et «le droit des provinces de prélever des impôts indirects sur les ressources naturelles non renouvelables».

Par ailleurs, des pays comme la Bolivie d'Evo Morales, le Venezuela d'Ugo Chávez et l'Équateur de Rafael Correa démontrent actuellement qu'il est possible de «refonder» un pays par l'adoption démocratique d'une nouvelle constitution. Celle-ci, sans rompre avec une économie capitaliste, redonne aux communautés locales et à l'État national le contrôle et une partie substantielle des bénéfices des ressources naturelles de son territoire par une décentralisation territoriale et une renégociation des partenariats entre l'État et les multinationales qui exploitent des ressources stratégiques. Les revenus ainsi récupérés permettent d'instaurer des politiques sociales qui suscitent, en retour, l'appui populaire dont a besoin l'État pour faire face aux pressions des possédants. On trouve aussi des exemples inspirants dans plusieurs pays nordiques, notamment la Norvège et le Danemark, qui ont su faire profiter leur population des puits pétroliers et des développements éoliens, et

ainsi assurer une occupation dynamique de tout leur territoire. Le Québec dispose maintenant des capitaux et de l'expertise nécessaires pour accroître son indépendance économique: il faut seulement que l'État *veuille* bien jouer son rôle et s'appuyer sur les communautés territoriales.

REFAIRE LE LIEN AVEC NOTRE TERRITOIRE

Le rapport au territoire, dans «l'après-mondialisation» et «l'après-croissance-illimitée», est appelé à redevenir la base d'une nouvelle économie de proximité et d'une nouvelle appartenance culturelle. Il pourrait très bien devenir le fondement d'un nouveau projet national pour le Québec et l'avenir de notre pays, et c'est peut-être au bout de ce projet que se trouve l'indépendance politique de demain. Esdras Minville estimait que l'indépendance politique du Québec n'est pas un préalable mais un objectif, tandis que l'indépendance économique, elle, est essentielle à la survie même de la nation et à l'occupation dynamique de son territoire.

Aucun pays n'est parfait et les Québécois sont ce qu'ils sont. L'échec du Parti québécois ne signifie pas l'échec du Québec. C'est une invitation à redéfinir le nationalisme québécois dans le sens d'une indépendance et d'une prise en charge du pays du Québec par et pour ses communautés, plutôt que dans le sens d'un nationalisme ethnique, uniquement politique, tourné vers le passé et la survivance. ●

Le Québec dispose des capitaux et de l'expertise nécessaires pour accroître son indépendance économique: il faut seulement que l'État *veuille* bien jouer son rôle et s'appuyer sur les communautés territoriales.

Sous l'emprise du libre-échange

L'idéologisation du libre-échange dessert l'intérêt public et la démocratie. Le Québec, comme bien d'autres États, ne mine-t-il pas sa souveraineté – étatique comme populaire?

DORVAL BRUNELLE

L'auteur, professeur au Département de sociologie et directeur de l'Institut d'études internationales de Montréal à l'UQAM, publiera prochainement *Chronique des Amériques – Du Sommet de Québec au Forum social mondial*, aux Presses de l'Université Laval, et *Gouvernance – Théories et pratiques*, aux Éditions IEIM.

Il n'est plus possible aujourd'hui d'envisager le débat sur la souveraineté du Québec comme par le passé. En effet, dans un nombre croissant de domaines, exercer une autorité politique souveraine constitue une intervention qui est soumise à un ensemble de contraintes légales, normatives et administratives qui vont en se multipliant. Ces contraintes sont issues de deux sources : le libre-échange et la libéralisation des marchés intérieurs.

Les contraintes externes sont les plus connues. Elles résultent des négociations menées de gouvernement à gouvernement avec des partenaires extérieurs, comme ce fut le cas avec l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE) de 1989, suivi de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) de 1994, auxquels le Québec a rapidement souscrit. Présentement, la négociation de l'Accord visant à renforcer le commerce et l'investissement (ARCI) entre le Canada et l'Union européenne (UE) implique directement toutes les provinces. Le Québec est aussi partie prenante d'un accord avec l'Ontario.

Le fameux chapitre 11 de l'ALÉNA reste emblématique de jusqu'où ces contraintes externes peuvent aller, portant atteinte à la souveraineté des États. Lorsque la multinationale Dow AgroSciences, par exemple, menace le Canada de poursuite parce que la vente de son produit, le 2,4-D, est interdite au Québec, c'est bien sûr la santé des Québécois qui est en jeu, mais c'est également la souveraineté du processus démocratique qui a conduit à l'adoption du Code de gestion des pesticides du Québec en vertu duquel le 2,4-D est proscrit.

Quant aux contraintes internes, elles relèvent des politiques de libéralisation qui peuvent toucher indifféremment l'un ou l'autre des quatre facteurs de production, qu'il s'agisse du marché des biens, des services, de l'investissement ou de la main-d'œuvre. Ces contraintes intérieures sont de deux ordres : il y a celles qui résultent de la mise en œuvre stricte des dispositions des accords signés avec des partenaires extérieurs, mais il y a aussi toutes les mesures de libéralisation prises par les gouvernements qui vont au-delà de ce qu'ils se sont engagés à faire ou qui sont faites en prévision de négociations à venir.

En ce sens, il faut désormais prendre acte du fait que l'ère du libre-échange – et son prolongement intérieur dans

des politiques de libéralisation – ont entraîné un véritable changement de paradigme qui a d'importantes répercussions à deux niveaux. Premièrement, au niveau de l'économie politique, les instruments et les outils dont les gouvernements disposaient jusque-là pour intervenir dans l'économie et dans la société doivent être, au mieux, adaptés, au pire, réinventés, ce qui entraîne des changements majeurs du côté de leurs relations avec les partenaires sociaux. Deuxièmement, sur le plan institutionnel, ces vagues successives de libéralisation des marchés ont un impact très important sur les rapports entre les diverses instances de pouvoir dans la mesure où elles ont tendance à renforcer le poids du pouvoir exécutif sur les administrations publiques, d'un côté, et celui du Cabinet des ministres au détriment de l'Assemblée nationale, de l'autre.

LE QUÉBEC DE PLUS EN PLUS TOUCHÉ

Le cas des investissements publics est assez emblématique des transformations en cours. Historiquement, ceux-ci comptaient parmi les outils les plus importants dont disposaient les gouvernements pour intervenir dans le développement à tous les niveaux – national, régional ou local. Non seulement ces investissements permettaient-ils de réacheminer le produit des taxes et des impôts vers les services publics, les programmes sociaux ainsi que vers les entrepreneurs et leurs employés, mais ils avaient un effet multiplicateur du fait que les salariés faisaient ensuite «rouler l'économie». Or, depuis plusieurs années, les gouvernements ont de plus en plus renoncé à recourir à ce type d'intervention, préférant négocier l'ouverture de leurs marchés publics à travers des accords de libre-échange. Pourtant, aucun des engagements commerciaux souscrits à ce chapitre depuis plus de deux décennies par le très libre-échangiste gouvernement des États-Unis n'a empêché le Congrès et l'administration du président Obama de fermer leurs marchés publics à la concurrence extérieure et de recourir au protectionnisme, notamment en adoptant le *Buy American Act*. Si le gouvernement du Canada a réussi *in extremis* à négocier une certaine ouverture pour les entreprises canadiennes et québécoises de ce côté-là, il est intéressant et révélateur à la fois de souligner qu'il n'a jamais été question de fermer les marchés publics canadiens aux soumissionnaires américains, ni même de remettre en question la libéralisation de ces marchés. La crise économique et financière de 2008-2009, au sud du 49^e parallèle, a pourtant clairement montré que toute stratégie de sortie de crise passe impérativement par le retour d'un

plein contrôle – de la pleine souveraineté – sur les investissements liés aux infrastructures et aux marchés publics.

DÉPLACEMENTS ET CONCENTRATION DU POUVOIR

En somme, l'approche d'ensemble de la libéralisation des marchés est située à la fois au-delà et en deçà des paramètres de la légitimité démocratique et de la légalité qui régissent l'ordre public, sa normativité et ses institutions. Elle est située *au-delà* dans la mesure où la politique de libéralisation promue par les gouvernements n'est plus soumise à la vigilance des parlementaires et elle est située *en deçà* dans la mesure où les comités et groupes de travail qui sont constitués aux fins d'étendre les dispositions des accords de libre-échange sont formés exclusivement de représentants des entreprises et de fonctionnaires qui opèrent sans avoir de comptes à rendre aux parlementaires et aux élus.

Ce processus sanctionne une vision très limitée de «l'intérêt public» qui repose sur une conviction centrale selon laquelle le marché doit être le seul intégrateur et le seul distributeur. C'est bien sûr l'idée même d'universalité qui est ici battue en brèche, au profit d'une approche segmentée, fondée sur la promotion des seuls intérêts des entreprises. Le libre-échange et la libéralisation instaurent ainsi un nouveau mode de gouvernance public-privé de l'économie

politique sur lequel les institutions parlementaires et les citoyens n'ont aucune prise.

DÉFIANCE VIS-À-VIS DU POLITIQUE

En définitive, le libéralisme entretient une profonde défiance vis-à-vis du politique, une défiance qui imprègne de part en part les accords de libre-échange négociés ces dernières années. Cette défiance tient au fait que la régulation imposée par les gouvernements serait nécessairement le fruit d'arrangements intervenus entre des intérêts sociaux particuliers, tandis que la régulation issue des marchés serait le résultat d'interactions à haute teneur économique intervenues entre des intérêts individuels. En somme, toujours selon ce credo, la poursuite d'un bien commun – la couverture universelle de soins de santé, par exemple – est toujours un leurre qui sert de prétexte à l'établissement de rentes de situation perçues à l'avantage de certains «privilegiés». C'est dire que selon une certaine interprétation radicale du libéralisme, la notion d'intérêt général n'a aucun sens; nous aurions affaire toujours et partout soit à des intérêts de groupes, soit à des intérêts défendus par des bureaucraties; seul le marché serait capable d'agir en tant que régulateur des besoins individuels et d'imposer un prix juste aux consommateurs et aux usagers.

Inutile d'ajouter à quel point cette idéologisation du libre-échange et de la libéralisation des marchés – toujours dominante chez les élites politiques et d'affaires tant au Québec que dans le reste du Canada – joue un rôle capital dans la promotion des accords commerciaux sous toutes leurs formes et, par voie de conséquence, dans la remise en question de la démocratie, du bien commun, de la souveraineté et, bien sûr, de la souveraineté populaire. ●

Armand Vaillancourt, *Vaillancourt fountain* ou *Québec Libre*, 1967-1971, acier, béton, eau, 15,24 m x 36,56 m x 60,9 m, Embarcadero Plaza, San Francisco



Sortir de l'âge de l'identité

Le débat identitaire occulte les véritables enjeux politiques et sociétaux auxquels nous devons faire face, soit tirer le frein d'urgence de la croissance capitaliste.

GILLES GAGNÉ

L'auteur est professeur au Département de sociologie de l'Université Laval et coéditeur de la revue *Société*

Nous sommes installés dans de si larges accords que nous ne les voyons plus. Et nous tournons dans le vide, les uns autour des autres. Nous sommes d'accord pour penser que les débats sur l'identité québécoise sont très, très, très importants. Nous sommes d'accord pour penser que l'origine ethnique, le sexe, l'âge, l'orientation sexuelle, la couleur de la peau, la langue ou la religion sont les bases premières de la solidarité et nous exigeons que les formes politiques de l'appartenance à la société ne leur fassent pas ombrage. Nous sommes d'accord pour produire de la nouvelle, de l'opinion, du débat, de la commission, du manifeste, de la controverse, de l'accusation, de la réplique, du bilan et de la satire afin de faire état des multiples désaccords que suscitent les différentes interprétations des questions identitaires.

Nous sommes d'accord pour jeter chaque jour des arguments, frais ou fermentés, dans le débat identitaire. Nous sommes d'accord pour entretenir de cette manière un petit marché de l'opinion où nous sommes à l'aise entre nos bons, nos brutes et nos truands préférés. Comme tous les marchés, celui-ci n'a pas besoin d'orientation pour fonctionner et s'il incline parfois dans un sens ou dans l'autre, c'est au gré des circonstances. Même les partis politiques y ont converti leur doctrine : le fédéralisme, c'est l'avenir du pluralisme, tel que revu par les professeurs d'idées; la souveraineté, c'est l'audace du gros « Nous » patrimonial; et l'action démocratique, c'est la plainte de la pauvre génération X. Le parlement journalistique des identités ressemble à un asile de démagogues jovialistes où chacun mobilise des troupes imaginaires contre des identités dangereuses (néo-traditionnelles, archi-orthodoxes, hyper-laïques ou super-immigrantes).

Cette dégradation des enjeux politiques en débats identitaires – dont nul n'est quitte – tient au fait que les classes supérieures ont échangé, après leur « ouf! » de 1995, la prétention de représenter et de diriger la volonté politique locale contre une chance de participer aux puissances globales. « Ne laissons plus quiconque jouer avec le feu de l'indépendance et devenons gestionnaires de l'apocalypse globalitaire ». Le législateur a alors été invité à réécrire toutes les lois touchant à la gouvernance des biens publics et à

rénover la carpe réglemantaire que l'on déroule maintenant devant l'argent migratoire. L'Assemblée nationale est devenue, en cours de route, un séminaire porte-ouverte où des recrues de passage remplissent des demandes d'emploi dans l'espoir de participer à l'industrie de la consultation internationale. Bref, pour que la compagnie puisse se vendre sur les grands marchés, que l'élite issue des écoles puisse transformer la Caisse de dépôt en véhicule de « Québec-Capital » et que les entrepreneurs puissent exporter la culture comme une marchandise, il fallait de « l'ouverture ».

Or, la société mondiale produite par la généralisation unilatérale de l'économie capitaliste n'a rien à faire des cultures nationales et encore moins, si cela se peut, des États territoriaux. L'interminable palabre identitaire qui nous occupe vient de là. Non seulement avons-nous perdu dans le global la « bourgeoisie nationale » qui allait jadis avec le relèvement de l'État, avec les classes moyennes de l'instruction et avec le projet d'indépendance, mais encore y avons-nous trouvé des arguments à la mode pour déclarer le peuple coupable de son propre avortement politique, lui qui est resté trop « ethnique » en devenant trop « civique ». Comme les souverainetés politiques paraissent désormais faire obstacle à l'unification économique mondiale et à la libre circulation des investissements, nous voulons avant tout être de bons élèves et nous faisons notre part pour jeter le doute sur le principe de l'État. Et au moment où la globalisation des puissances de l'argent lamine la riche variété



des formes de la vie collective qui se sont fixées dans des institutions collectives, nous croyons, en pêcheurs repentants, que c'est l'irrespect pour la différence culturelle qui met en danger, sous nos latitudes, l'avenir du « vivre-ensemble ». La manie consistant à se gratter là où ça ne pique pas encore finit ainsi par devenir une occupation politique de premier plan.

IMPASSE SUR LA VOLONTÉ POLITIQUE

De ces débats identitaires, il ne sortira sans doute que des évolutions microscopiques, obtenues par lassitude ou inadvertance judiciaire, puisque c'est le principe même de la formation d'une volonté politique qui s'y trouve mis à mal. Dans un contexte où la fuite en avant dans l'économie profite des faux-fuyants idéologiques qu'elle engendre, on voit mal ce qui pourrait nous mettre brutalement en face des « devoirs urgents » qui sont aujourd'hui les nôtres et dont tout conspire à nous détourner. La réflexion portant sur ce qu'il « faut faire » et sur ce qui « doit être » pour que le monde que nous aimons puisse durer n'arrive plus à sauter par-dessus les débats portant sur les dangers de l'action politique. Et cela vaut pour la question centrale de notre époque, la question écologique : personne ne doute de l'ampleur de la tâche qui est devant nous à ce chapitre, mais chacun redoute les mobilisations collectives auxquelles elle pourrait donner prétexte. Et alors que l'« obligation d'agir » fait l'objet d'une certitude diffuse,

nous ne voyons se former dans nos débats ni la doctrine de cette action, ni ses instruments. La volonté politique, comme le disent les commentateurs, et l'imagination avec elle sont en panne. Certes, l'adoption d'une orientation collective formée sur le terrain des conflits sociaux et la capacité d'imposer des cadres institutionnels à l'action n'est pas un dîner de gala; mais c'est là un processus où se montre l'aptitude d'un peuple à la souveraineté.

LA TÂCHE DE L'HUMANITÉ

Pour prendre la mesure des désaccords que cette question écologique met dès maintenant au programme de la politique, passons par une anticipation. Posons qu'il existera encore, dans un siècle, une humanité qui serait reconnaissable à nos yeux et demandons-nous ce qui aura été nécessaire entre-temps pour qu'il en soit ainsi. Il est évident que les conditions de possibilité de l'humanité actuelle (*sustainability*) peuvent être énoncées de manière plus ou moins radicale, mais comme il s'agit ici de donner l'ordre de grandeur de la tâche qui nous attend, nous les énoncerons en trois thèses brèves et sans nuances. La première va de soi : s'il existe encore un monde humain dans un siècle, c'est que les sociétés, une à

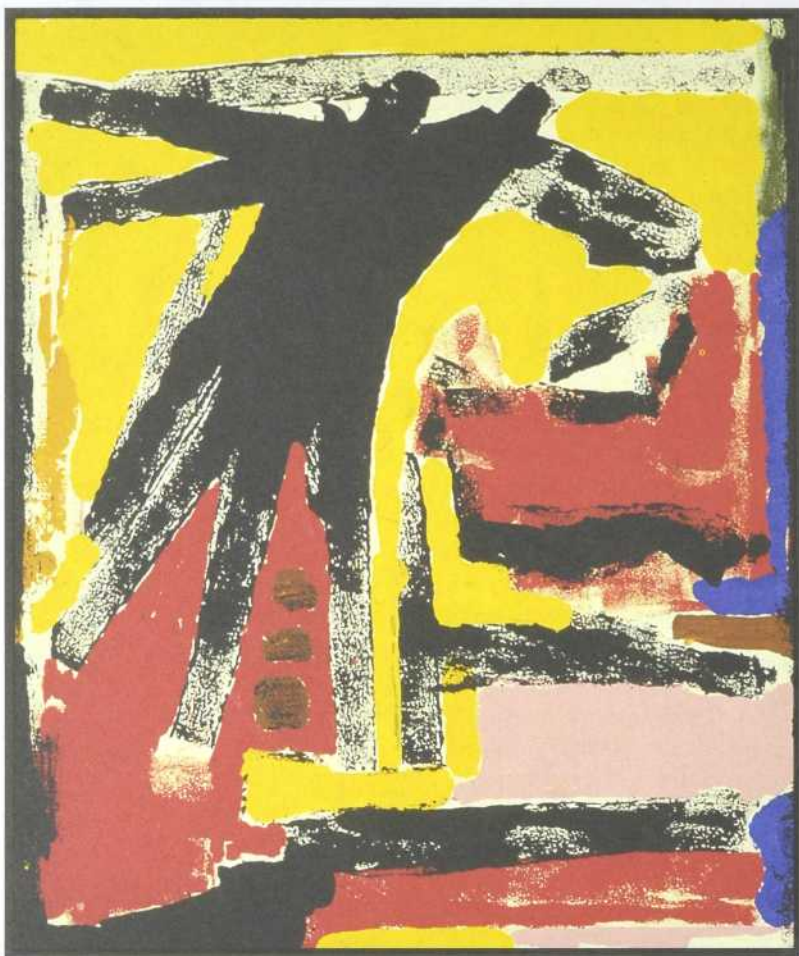
une, par imitation ou par émulation, auront convenu de sortir de l'âge du pétrole. Moins il restera de pétrole, plus dures seront les conditions de la vie et plus brutales les guerres pour le pétrole que le XX^e siècle a inaugurées. Nous sommes donc maintenant au pied d'une pente très abrupte où le droit à la vie, la liberté individuelle et la justi-

L'adoption d'une orientation collective formée sur le terrain des conflits sociaux et la capacité d'imposer des cadres institutionnels à l'action n'est pas un dîner de gala; mais c'est là un processus où se montre l'aptitude d'un peuple à la souveraineté.

ce sociale pourraient être abandonnés, non pas dans les faits, ce qui est déjà bien engagé, mais plus gravement encore, dans leur principe, ce qui nous ferait entrer dans le monde post-humain de la gestion du troupeau. « Sortir du pétrole » ne peut être l'objectif mesurable d'un programme technocratique ni le résultat providentiel d'une procédure multilatérale : cette maxime peut seulement servir de principe au jugement démocratique applicable à toutes les formes de la souveraineté législative, là où elle existe.

Si une humanité reconnaissable existe encore dans un avenir prochain, c'est que les revenus du capital auront été contenus et repoussés en bas des sommets historiques qu'ils ont atteints et qu'ils surpassent à répétition depuis maintenant plus d'un demi-siècle. Les revenus du capital ne remplissent plus aucune fonction économique au sens propre. Ils ont pris la forme d'une accumulation, belliqueuse et sans limite, de droits d'accès aux ressources (qui

Armand Vaillancourt, *River of life* ou *The Power of Working together*, 1999, montagne du bouchier canadien sculptée au jet de sable, 9,14 m x 30,48 m, Rocher McAvoy, Yellowknife



Armand Vaillancourt,
Sans titre (# 161),
1989, acrylique sur
toile, 76 x 91,5 cm

deviennent toutes, de ce fait, des «ressources vitales»). Aggravant les raretés contre lesquelles ils s'empilent, les revenus du capital ne peuvent rester en vie qu'en s'accumulant toujours plus rapidement; ils deviennent de cette manière le médium de spéculations lancées aux quatre coins de la Terre, comme pour épuiser le plus rapidement possible toutes les révolutions industrielles qui restent en réserve de la croissance.

S'il existe encore, en 2110, un monde que nous n'aurions pas honte de laisser à nos arrière-petits-enfants, c'est que les parlements auront trouvé la manière de viser la justice sociale sans la faire dépendre de la *croissance* économique. La croissance est un phénomène exponentiel qui, dans son principe même, est en contradiction avec tout monde fini. En testant le calcul des fonctions exponentielles sur sa nouvelle machine, le cybernéticien Norbert Wiener avait trouvé qu'un dollar placé à 2 % d'intérêt à la naissance de Jésus-Christ aurait valu, au début des années 1950, un million de milliards de dollars. En produisant 2 % de richesses matérielles de plus à chaque année, il n'a suffi que de quelques siècles pour engager la nature elle-même sur la voie de transformations exponentielles inédites à l'échelle de la vie humaine sur Terre.

Nous sommes en train de transformer nos possibilités collectives réelles de faire notre part en raisons de regarder ailleurs et de supposer que les choses se feront par elles-mêmes.

ASSUMER SOUVERAINEMENT NOTRE PART DE RESPONSABILITÉ

Si jamais l'humanité ressemble encore, dans un siècle, à ce qu'elle est devenue avant nous, c'est que ces trois principes du jugement – sortir de l'âge du pétrole, refroidir l'emballement de l'argent par l'argent et ralentir la croissance – auront été appliqués à toutes les manifestations du pouvoir collectif. Évidemment, l'obligation d'assumer ces principes pour guider nos actions ne nous a pas échappé mais, convaincus qu'il nous sera facile de faire notre part sans douleur le moment venu, nous traînons les pieds dans *l'âge de l'identité*. Nous usons la part de souveraineté qui est déjà la nôtre à redouter ce que nous ferions si elle était plus grande. Au lieu de commencer à partager les réductions que nous devrons fatalement partager et de faire face aux conflits qui nous attendent là, nous nous flattons à penser que l'hydroélectricité nous rendra riches en toute fraternité. De la même manière, nous croyons que nos expériences de coopération (qui cherchaient effectivement à abolir le tribut payé au capital) nous préparent suffisamment à l'invention d'alternatives à la financiarisation du capital; en réalité, nous avons presque tout oublié de cette «éducation coopérative» sous l'effet de la publicité («La caisse, c'est plus qu'une banque!»). Pour ce qui est de notre contribution à l'effort d'échapper à la croissance, nous espérons qu'il nous suffira de «produire» un peu plus de justice sociale que nos voisins avec un peu moins de crois-

sance économique, comme si le modeste tour de force qui fut celui du modèle québécois depuis 1960 était maintenant la voie royale vers l'avenir. Autrement dit, nous sommes en train de transformer nos possibilités collectives réelles de faire notre part en raisons de regarder ailleurs et de supposer que les choses se feront par elles-mêmes.

Tant que nous n'aurons pas décidé d'honorer les avantages naturels et

sociaux qui sont les nôtres en étant les premiers à nettoyer notre bout de la rue, nous resterons des mineurs qui discutent innocemment à l'ombre de l'empire, qui ne doivent rien à la société qui les abrite ni au monde historique qui les a rendus possibles, des mineurs que rien n'oblige, finalement, à risquer leurs acquis dans une aventure politique dont ils ne seraient pas les seuls maîtres en plus de ne pas en être les «bénéficiaires».

Or, ce que l'action collective délibérée ne fera pas, aucun mécanisme ne le fera. Il nous faudra donc, un jour ou l'autre, sortir du bavardage identitaire et entrer dans les conflits politiques réels qu'impliquent aussi bien la souveraineté que nous avons déjà que les responsabilités qui vont avec. ●

Combat politique contre la globalisation

La lutte pour la souveraineté est indissociable d'une réappropriation du politique et d'un combat plus large pour une autre mondialisation.

JEAN-CLAUDE RAVET

La souveraineté du Québec doit être pensée sous l'horizon de la mondialisation, sauf à être une coquille vide sur le fond aplani du monde globalisé où les souverainetés nationales sont battues en brèche. Alors que les instances politiques et étatiques sont de plus en plus assujetties aux intérêts financiers des transnationales et aux règles soi-disant implacables du marché, l'enjeu de la souveraineté doit pouvoir signifier une réappropriation de la capacité collective de débattre et, ultimement, de décider des orientations normatives de la société et des modèles de son développement social, économique et écologique à privilégier.

Que signifierait, en effet, la souveraineté du Québec si des institutions comme Hydro-Québec et la Caisse de dépôt et placement, censées être au service du bien commun, continuaient d'être happées par la logique financière

et de fonctionner de plus en plus comme des entreprises privées?

La lutte pour la souveraineté est indissociable d'une réappropriation de la démocratie et d'un combat plus large pour une autre mondialisation. Il ne s'agit donc pas d'attendre l'An un de la souveraineté mais d'investir, de consolider et d'élargir les espaces démocratiques. Comme le dit justement la sociologue Nicole Laurin, la souveraineté «prend corps dans les différentes formes de coopération, d'échanges et de solidarité entre les gens, à la base, là où s'enracine aussi le désir de travailler ensemble à changer la réalité» («Sauver les rêves», *Relations* n° 668, mai 2001, p.20).

En plus de vider le politique de toute substance, en le ravalant à une technique de gestion où les idées de bien commun et de monde commun perdent leur signification, la globalisation évacue comme obsolète ou futile tout rapport symbolique au territoire, au passé, à la mémoire, aux luttes sociales et à la langue. Le monde ainsi aplati se présente comme un vaste espace vide où se meuvent des individus sans liens, chacun soucieux de ses propres intérêts, s'alliant ou s'opposant au besoin: un monde adapté au règne sans partage des marchandises et des transactions financières.

L'auteur est rédacteur en chef à *Relations*

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

LIVRES

- BRUNELLE, Dorval et DEBLOCK, Christian, *L'ALÉNA: le libre-échange en défaut*, Montréal, Fides, 2004.
- CANET, Raphaël, *Nationalismes et société au Québec*, Outremont, Athéna, 2003.
- COALITION POUR UN QUÉBEC DES RÉGIONS, *Libérer les Québecs. Décentralisation et démocratie*, Montréal, Écosociété, 2007.
- DUBUC, Pierre, *L'autre histoire de l'indépendance*, Trois-Pistoles/Montréal, Éditions Trois-Pistoles/Renouveau québécois, 2003.
- GAGNÉ, Gilles et LANGLOIS, Simon, *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2002.
- INTELLECTUELS POUR LA SOUVERAINÉTÉ (IPSO), *Redonner sens à l'indépendance*, Montréal, VLB, 2005.
- MOUSSEAU, Normand, *L'avenir du Québec passe par l'indépendance énergétique*, Québec, Éditions MultiMondes, 2009.
- PELLETIER, Jacques, *Question nationale et lutte sociale. La nouvelle fracture*, Québec, Nota Bene, 2007.

REVUES

- À bâbord!, «L'indépendance. Laquelle? Pour qui?», n° 31, octobre-novembre 2009.
- Action nationale, «Nation, nationalisme, indépendance», novembre-décembre 2007; «PQ: passer aux actes», mars-avril 2005; «Agir souverainement», février 2003.
- Argument, dossier «Devons-nous en finir avec l'indépendance?», vol. 10, n° 1, novembre 2007.
- BOURQUE, Gilles et DUCHASTEL Jules, «La souveraineté n'est plus le monopole de l'État-nation», *Le Devoir*, 26 mai 2001.
- DUFOUR, Pascale et TRASNEL, Christophe, «Aux frontières mouvantes des mouvements sociaux, ou quand les partis politiques s'en mêlent. Le cas du souverainisme au Québec», *Politique et Sociétés*, vol. 28, n° 1, 2009.
- ERK, Jan, «Le Québec entre la Flandre et la Wallonie: une comparaison des nationalismes sous-étatiques belges et du nationalisme québécois», *Recherches sociographiques*, vol. 43, n° 3, 2002.
- Les Cahiers du 27 juin, dossier «La souveraineté en recomposition», vol. 2, n° 1, été-automne 2004.
- Possibles, dossier «Refonder la société québécoise», vol. 26, nos 1-2, hiver-printemps 2002.

- Relations*, dossier «La fatigue politique du Québec», n° 668, avril-mai 2001; M. Laviolette et P. Cliche, «Quelle place occupe la souveraineté au sein de la gauche», n° 699, mars 2005; D. Veilleux et C. Sauriol, «La souveraineté passe-t-elle par le Parti québécois?», n° 706, février 2006.
- Union paysanne, «La vraie souveraineté alimentaire», février 2009.

FILMS

- 24 heures ou plus de Gilles Groulx, Québec, 1973.
- Génération 101 de Claude Godbout, Québec, 2007.
- Pas de pays sans paysans d'Ève Lamont, Québec, 2005.
- Questions nationales de Jean-Pierre Roy et Roger Boire, Québec, 2009.

SITES

- <www.ipsoquebec.org>: Intellectuels pour la souveraineté
- <www.quebecsolidaire.net>
- <www.spqlibre.org>: Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre
- <www.vigile.net>: Veille médiatique indépendantiste

Que peut bien signifier dès lors le combat pour la souveraineté si ce n'est pas pour contester cette manière d'être qui s'impose? Le monde n'est pas un pur champ d'intervention arbitraire où tout serait permis, ni un simple réservoir de ressources mis à notre disposition. Il n'est pas une simple maison dont nous pouvons modifier à notre gré l'emplacement des murs, comme bon nous semble, ou encore les abattre pour en construire des neufs. Nous habitons le monde, mais le monde aussi nous habite. La culture ainsi que l'histoire – cette mémoire d'un monde qui nous précède et auquel nous sommes en partie débiteurs du fait d'y naître – en sont des dimensions fondamentales qui nous traversent. Elles ne sont pas obsolètes ni futiles. Cette appartenance nous engage à l'égard du monde. Elle appelle une réponse. Cette réponse est nécessairement politique. Elle consiste, entre autres choses, à dresser, devant la déferlante marchande, une digue normative et politique essentielle en affirmant que tout n'est pas possible ni souhaitable. Que ce qui advient dans le monde est de notre responsabilité et doit, dès lors, passer par l'exercice du jugement critique, du débat, du partage de la parole, dans le plus grand souci de préserver les conditions matérielles et symboliques de l'existence humaine et de la vie sur Terre.

Ce geste politique de résistance à la démesure marchande peut s'exprimer à travers la souveraineté de la nation – «le monde qui vit en nous», selon l'expression du philosophe Jan Patočka – avec ce qu'elle comporte de devoirs. Car son affirmation contrecarre la prétention à la souveraineté du capital, à la maîtrise absolue des choses et des êtres qui a actuellement cours. Elle n'implique pas l'idée de repli, mais de limite, condition pour elle de l'ouverture. C'est en assumant, en effet, les limites de notre condition humaine et terrestre que nous pouvons faire l'expérience de ce qui est universel en elle.

La nation est un choix politique en vue d'habiter le monde humainement. Elle fait échec à la représentation de la société comme un lieu vide de rapports symboliques et normatifs. Elle reconnaît, en effet, des enracinements culturels, un rapport amoureux à la langue, une mémoire collective pétrie de luttes sociales et de rêves de justice ainsi que des déterminations socio-historiques. Les chosifier, cependant, en les transformant en essence anhistorique, signifierait la fin d'un projet politique et démocratique. Ce serait troquer l'agir contre la passivité, la liberté contre l'ordre, l'autonomie contre le conformisme – bref, le politique contre l'identité. ●

SOIRÉES ReLations

Dans la foulée du dossier « La souveraineté et ses angles morts » (n° 740, avril-mai 2010), vous êtes conviés à une table ronde sur le thème :

la souveraineté comme projet

La question de la souveraineté est au cœur de la vie politique québécoise. Comment penser les enjeux relatifs à la langue, à l'identité et aux luttes sociales en tenant compte du contexte de la globalisation néolibérale? Cette soirée tentera d'inscrire le débat sur la souveraineté dans l'optique d'un projet de citoyenneté qui prend le parti de la justice sociale et du pluralisme.

Nous en débattons avec :

Charles Castonguay, professeur retraité du Département de mathématiques et de statistique de l'Université d'Ottawa;

Micheline Labelle, professeure au Département de sociologie de l'UQAM;

Jean-Philippe Warren, professeur au Département d'anthropologie et de sociologie de l'Université Concordia.

Le lundi 19 avril de 19 h à 21 h 30
à la Maison Bellarmin
25, rue Jarry Ouest, Montréal
(métro Jarry ou de Castelnau)

Contribution suggérée : 5 \$

Renseignements : Mouloud Idir, 514-387-2541, poste 241 <midir@cjf.qc.ca> <www.cjf.qc.ca/soirees_relations>

SAVOIRS TRADITIONNELS

Des personnalités du monde entier se sont réunies au siège de l'Unesco, au début de l'hiver, lors du lancement d'un manifeste pour le respect et la défense des savoirs traditionnels. Intitulé *Manifeste sur l'avenir des systèmes de connaissances*, le document dénonce, entre autres, l'appropriation et l'exploitation illégitimes des savoirs traditionnels des communautés autochtones par des intérêts privés. Ce phénomène transforme le bien commun de la connaissance en une simple marchandise, ce qui aggrave les inégalités de richesse. La commission, dirigée par la militante altermondialiste et scientifique indienne Vandana Shiva, lance un appel global au respect de la souveraineté des connaissances indigènes en tant que droit fondamental des peuples.

CAMP FÉMINISTE HAÏTIEN

M yriam Merlet, Anne Marie Coriolan et Magali Marcelin – trois leaders du mouvement des droits des femmes et pour la justice sociale en Haïti – ont péri dans le tremblement de terre survenu en janvier dernier. Des féministes de divers horizons, en particulier de l'Amérique latine et des Caraïbes, ont mis sur pied un camp féministe international en leur mémoire afin de répondre aux besoins spécifiques des femmes et des filles haïtiennes. En plus d'être un lieu physique, le camp se veut une initiative de solidarité internationale qui vise à impliquer les femmes dans la reconstruction de leur pays. Il permettra également de canaliser des ressources vers les organisations du mouvement féministe haïtien.

RELIGION ET POLITIQUE

La Chaire de recherche du Canada
En mondialisation, citoyenneté et démocratie et la Chaire Unesco d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique, toutes deux à l'UQAM, à Montréal, ont lancé une série de conférences conjointes sur la religion et le politique. Camille Tarot, professeur de sociologie à l'Université de Caen et grand spécialiste de l'histoire des religions, présentera, le 14 avril, un exposé intitulé «Détours et retours dans la sortie de la religion».

Renseignements: <www.unesco.chairephilo.uqam.ca/chaire_babillard.htm>.

L'AUTRE MONTRÉAL

Le collectif d'animation urbaine
L'Autre Montréal explore depuis 25 ans l'histoire des quartiers montréalais dans une perspective d'éducation citoyenne. Une équipe d'animateurs et de chercheurs formés en architecture, en histoire, en urbanisme et en sciences sociales ont créé, pour le Centre justice et foi, un circuit portant sur l'histoire des luttes sociales dans des vieux quartiers montréalais (Saint-Henri, Pointe-Saint-Charles, Centre-Sud, Vieux-Montréal). Cette activité, réservée aux jeunes adultes âgés entre 20 et 40 ans, aura lieu les samedis 17 avril et 15 mai 2010, de 10 h à 15 h, à bord d'un autobus scolaire.

Renseignements et réservations: <cleguen@cjf.qc.ca> / 514-387-2541, poste 234.

SOMMET DES RELIGIONS DU MONDE

Les dirigeants interreligieux des
pays du G8 se réuniront au sommet des religions du monde, du 21 au 23 juin, à l'Université de Winnipeg, afin d'inciter leurs dirigeants politiques (présents aux rencontres du G8/G20) à tenir leurs engagements envers les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète. Ils rappelleront que l'échéance fixée (2015) pour atteindre les huit objectifs du millénaire pour le développement, acceptés par 192 États membres de l'ONU, approche sans résultats suffisants. Les questions de changement climatique, de paix et de sécurité y revêtiront une importance capitale, et feront écho aux préoccupations des dirigeants interreligieux concernant les causes structurelles de la pauvreté et la dévastation écologique croissante.

Consulter: <www.faithchallenge8.com>.

RÉFUGIÉS CLIMATIQUES

L'exposition «Les réfugiés du climat», de François Pesant, est présentée à la TOHU jusqu'au 25 avril. Le photographe y dévoile le quotidien d'habitants de l'Inde ayant été contraints de quitter leur village pour échapper à la dégradation environnementale. Les effets des changements climatiques sur les déplacements de populations sont maintenant bien documentés. Or, les Nations unies tardent à accorder une reconnaissance légale aux réfugiés environnementaux. Ces «écoréfugiés», dont le nombre varie pourtant entre 30 et 40 millions, sont ainsi les victimes d'une crise mondiale.

Renseignements et horaire de l'exposition: <www.tohu.ca>.



Chloé Surprenant. *Abandonné*, 2009.
acrylique et collage sur toile, 50 cm x 50 cm

Six



TEXTE : ÉLISE TURCOTTE

ILLUSTRATION : CHLOÉ SURPRENANT

Je t'ai libéré du sommeil.
Hallucinés, nous avons rejoint le pays oublié. La route était encombrée
de débris de souvenirs,
des objets-fantômes flottaient autour des habitants
de la ville blanche.
Les bêtes traversaient la forêt, leur fuite résonnait
comme un adieu lancé dans l'espace.

Au sud, la terre avait tremblé et brisé une partie de l'espoir humain.
Ces mois d'hiver s'entassaient comme les insectes sous notre lit, quelque chose
d'obscur commandait la chute de deux mondes.
Mais nous nous sommes réveillés et je t'ai conduit jusqu'à une autre nation.
Lointains étaient les mots lorsque nous marchions dans la sensation du vent perdu,
sous le regard des petites filles en robes colorées, des petits garçons aux bras maigres.
Proche était le langage extrait de la folie:
tes yeux comme des petites cages sans oiseau,
ma tête entourée de poèmes silencieux,
la poussière des vies détruites chantant sous nos pas.

Nous marchions sur le plus petit chemin pour réveiller les morts.
La guerre était terminée, le ciel disait de la guerre qu'elle était terminée,
les fruits s'ouvraient comme des fleurs de tombes.
L'instant, les roches, les soupirs;
rien ne voulait encore être nommé.



Les tribulations du pays le plus pauvre d'Europe

Entre le géant russe et la riche Union européenne, la Moldavie connaît une période d'instabilité politique qui met à l'épreuve une population marquée dans son identité même par une histoire tumultueuse.

FODÉ-MOUSSA KEITA

L'auteur est journaliste radio à CKUT 90,3 FM et professeur de géographie au cégep de Valleyfield

Depuis avril 2009, la Moldavie connaît une instabilité politique qui ne s'est pas résorbée lors des élections parlementaires du 10 novembre dernier. Cette situation révèle les états d'âme d'une société économiquement très pauvre, mais qui a néanmoins l'espoir de faire partie un jour de l'Union européenne (UE), sans toutefois froisser son puissant et omniprésent voisin russe.

LA NAISSANCE D'UN ÉTAT SCHIZOPHRÈNE

Pays enclavé et coincé entre l'Ukraine et la Roumanie, la Moldavie est l'un des quinze États indépendants issus de la dislocation de l'URSS, en 1991. Auparavant, ce territoire a changé de mains plusieurs fois et dans des conditions souvent dramatiques. Rattachée à la Russie tsariste en 1812, la Moldavie devient partie intégrante de la Rou-

manie en 1918. Le pacte germano-soviétique entre Hitler et Staline, en 1939, scelle non seulement le funeste destin de la Pologne, mais aussi celui de la Moldavie. Arrachée à la Roumanie en 1940, celle-ci se voit dépecée afin qu'une partie soit annexée à l'Ukraine et qu'une autre devienne une république socialiste soviétique moldave. Voulant récupérer ses territoires perdus, la Roumanie s'allie à l'Allemagne nazie pour reprendre la Moldavie, ce qui sera chose faite en 1941. Cette reconquête laissera de profondes cicatrices encore palpables aujourd'hui dans les cœurs des Moldaves, puisque l'armée roumaine a été complice du massacre de juifs moldaves, surtout dans l'est du pays (l'actuelle Transnistrie). En 1944, l'armée soviétique «libère» la Moldavie qui redeviendra une république soviétique.

Ces événements expliquent en partie la composition des différentes communautés du pays. Des centaines de milliers de Roumains, de Juifs et d'Allemands ont quitté le territoire tandis que des milliers de Russes et d'Ukrainiens ont ensuite colonisé les terres fertiles, incités par le régime stalinien de l'époque.

La population de la Moldavie (4,3 millions d'habitants) est composée à 64,5% de Moldaves roumanophones (parlant un roumain plus archaïque que celui de la Roumanie), d'Ukrainiens (13,8%), de Russes (13%) et d'autres minorités (8,7%) dont les Roumains, les Bulgares et les Gagauzes (population turcophone de confession chrétienne du sud du pays).

Les turbulences de leur histoire récente font que les Moldaves eux-mêmes ne sont pas unanimes quand vient le temps d'affirmer leur appartenance identitaire. Certains se considèrent Russes – mêmes Soviétiques – d'autres Roumains, Ukrainiens, Bessarabes (de Bessarabie, région de l'ouest de la Moldavie) ou Européens.

LE PAYS LE PLUS PAUVRE D'EUROPE

L'activité agricole, basée principalement sur la production de vin et de tabac, occupe 40% de la population. Sa part dans le produit intérieur brut (PIB) est disproportionnée comparativement aux autres pays européens – 18% contre 11% en Roumanie, 9% en Ukraine, 5% en Russie ou 2% en France. La portion dévolue à l'agriculture dans l'économie s'apparente de fait à celle de nombreux pays en voie de développement d'Asie ou d'Afrique. De surcroît, l'agriculture générant peu de valeur ajoutée, elle ne contribue pas à l'enrichissement de la population moldave, surtout que celle-ci doit composer avec un taux d'inflation de plus de 10% depuis des années (12,5% en 2007). S'ajoutant à l'histoire tumultueuse du pays, cette situation contribue à l'expansion d'une diaspora moldave, dispersée à travers le monde et dont les transferts d'argent représentent 27% du PIB du pays – un record mondial après les îles Tonga (33,5%). Elle explique aussi largement la décroissance démographique qui prévaut depuis l'accession à l'indépendance en 1991. En effet, le taux annuel s'est maintenu autour du point de pourcentage négatif entre 2005 et 2010! C'est dans un tel contexte qu'a surgi la récente crise politique.





LA CRISE POLITIQUE D'AVRIL 2009

Aux commandes du pays depuis 2001, le Parti communiste moldave, dirigé par Vladimir Voronine, a été le premier parti de l'ère postsoviétique à accéder au pouvoir en Europe orientale. De manière peu conforme à son identité communiste, il a entrepris des réformes libérales et privatisé plusieurs sociétés d'État. Il s'est aussi attiré les foudres de la population en voulant imposer le russe comme deuxième langue officielle du pays, celui-ci devant être enseigné dans les écoles. Lasse d'un régime où la corruption et la violence policière demeurent impunies, la population s'est révoltée lorsque Voronine a été reporté au pouvoir lors des élections parlementaires d'avril 2009. Elle s'est rangée derrière les partis d'opposition qui ont exigé le recomptage du vote. Il faut comprendre que selon la Constitution moldave, l'élection du président se fait parmi les membres élus du Parlement. Un vote des trois cinquièmes est exigé, c'est-à-dire 61 sièges sur 101. Si un parti ne constitue pas à lui seul cette majorité, il devra obtenir les votes d'un ou de plusieurs autres partis pour faire élire son candidat. Or, en avril 2009, le Parti communiste obtint 60 sièges, soit un de moins que le minimum pour imposer le candidat Voronine.

Les émeutes du printemps 2009 ont polarisé le climat politique du pays, en particulier dans la capitale Chisinau où le Parlement a été saccagé par les manifestants. Ailleurs, la situation est toutefois demeurée relativement calme. Voronine a accusé la Roumanie d'être

derrière les émeutes et l'épisode a placé la Moldavie au centre d'une partie de bras de fer entre la Russie, d'un côté, et l'UE et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), de l'autre. Moscou a de fait exprimé sa crainte que ces événements cachent une volonté de la part de l'Occident d'extirper un État de son influence régionale. De son côté, l'UE a lancé un appel au calme pour que la tension s'apaise, mais les manifestations de solidarité de la Roumanie – pays membre de l'UE – ont rendu le message quelque peu ambigu.

Depuis avril 2009, la situation politique est toujours incertaine. Le Parlement a été dissout et d'autres élections se sont tenues en juillet 2009. Le Parti communiste les a encore gagnées, mais il se trouve en minorité en chambre avec 48 des 101 sièges. Les 53 autres sont occupés par quatre partis d'opposition qui forment l'Alliance pour l'intégration européenne, au grand dam des communistes. Cette coalition formée par le Parti démocratique libéral (18 sièges), le Parti libéral (15 sièges), le Parti démocratique (13 sièges) et l'Alliance «Notre Moldavie» (7 sièges) repousse le Parti communiste dans l'opposition et cherche ainsi à rapprocher le pays de l'Union européenne. Lors des élections parlementaires du 10 novembre dernier, l'Alliance a proposé Marian Lupu – un transfuge du Parti communiste – comme président du pays, ce qui a entraîné le boycottage du vote par les communistes et forcé son report à l'année 2010. L'accord de huit communistes aurait été nécessaire pour sortir de cette impasse.

LA TRANSNISTRIE

C'est donc le camp «pro-occidental» qui a l'avantage pour l'instant grâce à cette Alliance pour l'intégration européenne. Par contre, ces récentes tribulations politiques à Chisinau n'enchangent guère la République moldave autoproclamée de Transnistrie. Territoire longiligne coincé entre le fleuve Dniestr et l'Ukraine et ne dépassant pas une dizaine de kilomètres par endroits, la Transnistrie compte 555 000 habitants dont un tiers de Russes, un tiers d'Ukrainiens et un tiers de Moldaves. Elle a fait sécession dès l'indépendance de la Moldavie, en 1991, sa population russe étant particulièrement attachée à la Russie. En 1992, cette sécession – inacceptable pour Chisinau – a provoqué un affrontement armé qui s'est soldé par un échec, la Transnistrie bénéficiant de la présence de la XIV^e armée russe sur son sol, qui compte 1200 soldats encore aujourd'hui. En 2009, la Transnistrie se comporte toujours comme un État indépendant, malgré ses ressources limitées. Son industrie date de l'ère soviétique et sa «capitale», Tiraspol, est ornée des statues de l'époque. N'arrangeant en rien la réputation de la Moldavie en tant que havre du travail au noir, la Transnistrie est une zone de trafic d'armes.

Que le sentiment d'appartenance des citoyens soit moldave, roumain ou russe, la société moldave fait face à un dilemme. Sa situation politique en témoigne. Située à un jet de pierre de l'Union européenne, symbole de richesse, la Moldavie est toujours un «étranger de l'Est». Cette figure lui sied malheureusement bien puisqu'elle est souvent associée à celle du trafiquant, du migrant sans papiers, du pauvre. Ce sont ces images que l'UE a de ce pays le plus indigent du continent, et qui font que ce n'est décidément pas facile d'être Moldave en Moldavie. ●

Un étudiant revendique la liberté d'expression (par l'inscription sur son masque) lors d'une manifestation à Chisinau, en Moldavie, le 10 avril 2009 (AP Photo/John McConico)

Les lacunes de *Caritas in veritate*

Table ronde

Benoît XVI publiait, en juillet 2009, l'encyclique sociale *Caritas in veritate* (L'amour dans la vérité) dans laquelle il aborde les grandes questions de notre temps. Pour y jeter un regard critique, *Relations* a réuni autour d'une table Gregory Baum, théologien et sociologue reconnu, Suzanne Loiseau, directrice de L'Entraide missionnaire, et Jean Pichette, professeur à l'École des médias de l'UQAM et ancien rédacteur en chef de *Relations*. Jean-Claude Ravet, le rédacteur en chef actuel, animait l'échange.

Jean-Claude Ravet: Benoît XVI situe clairement son encyclique dans le sillage de *Populorum progressio* de Paul VI, publiée en 1967, l'une des plus importantes encycliques sociales de l'Église. C'est pour lui l'occasion d'en actualiser les enseignements. Comment l'avez-vous reçue?

Gregory Baum: En effet, avec *Caritas in veritate*, Benoît XVI veut souligner le 40^e anniversaire de *Populorum progressio* qui a marqué un tournant dans la doctrine sociale catholique en centrant son attention sur la misère du tiers-monde. Ému par les souffrances des peuples du Sud, Paul VI voyait clairement qu'une réflexion critique sur la justice sociale ne pouvait plus se limiter aux pays industrialisés, puisque les conditions de vie du tiers-monde étaient en grande partie la conséquence des politiques économiques du Nord.

En écho à *Populorum progressio*, Benoît XVI pointe des phénomènes destructeurs dans le monde actuel: les famines, la rareté de l'eau, la misère, les maladies endémiques, les migrations massives, les violations des droits humains, l'exclusion de l'éducation, la culture de la mort, la destruction de l'environnement, etc. Mais son encyclique est beaucoup plus théologique que celle de Paul VI. Cet aspect est d'ailleurs étonnant,

car elle ne s'adresse pas seulement aux catholiques mais à «tous les hommes et à toutes les femmes de bonne volonté» qui risquent d'être rebutés ou de trouver sa lecture difficile.

En fait, le pape cherche à mettre l'accent sur deux points: 1) l'Église, inspirée par la charité, promeut le développement

intégral de l'être humain; 2) ce développement n'est authentique que s'il concerne la totalité de la personne, dans toutes ses dimensions, y compris la dimension spirituelle. Pour bâtir une société juste et pleinement humaine, il faut avoir la foi en Dieu (n° 29) et que celui-ci ait une place dans la vie publique (n° 56). Le pape appelle les êtres humains qui ne connaissent pas Dieu à se convertir. Il favorise aussi la concertation avec les croyants des autres religions mais invite les catholiques à ne pas céder au relativisme ni à oublier que le catholicisme est la seule vérité (n° 55). Les catholiques sont cependant invités à coopérer avec les non-croyants en faveur de la justice et de la paix (n° 59). En même temps, il affirme étonnamment qu'«un humanisme sans Dieu est un humanisme inhumain» (n° 78)!

Comparé à l'encyclique sociale de Paul VI et même à celles de Jean-Paul II, *Caritas in veritate* est un texte timide. Benoît XVI y exprime sa propre théologie qui encourage un enfermement dans l'Église catholique. Selon la théologie de Jean-Paul II, le Saint Esprit est, au contraire, présent partout où les hommes et les femmes s'engagent pour construire une société juste et pacifique, théologie qui lui a permis d'avoir une approche positive à l'égard du monde (voir son encyclique *Redemptoris missio*, n° 28).

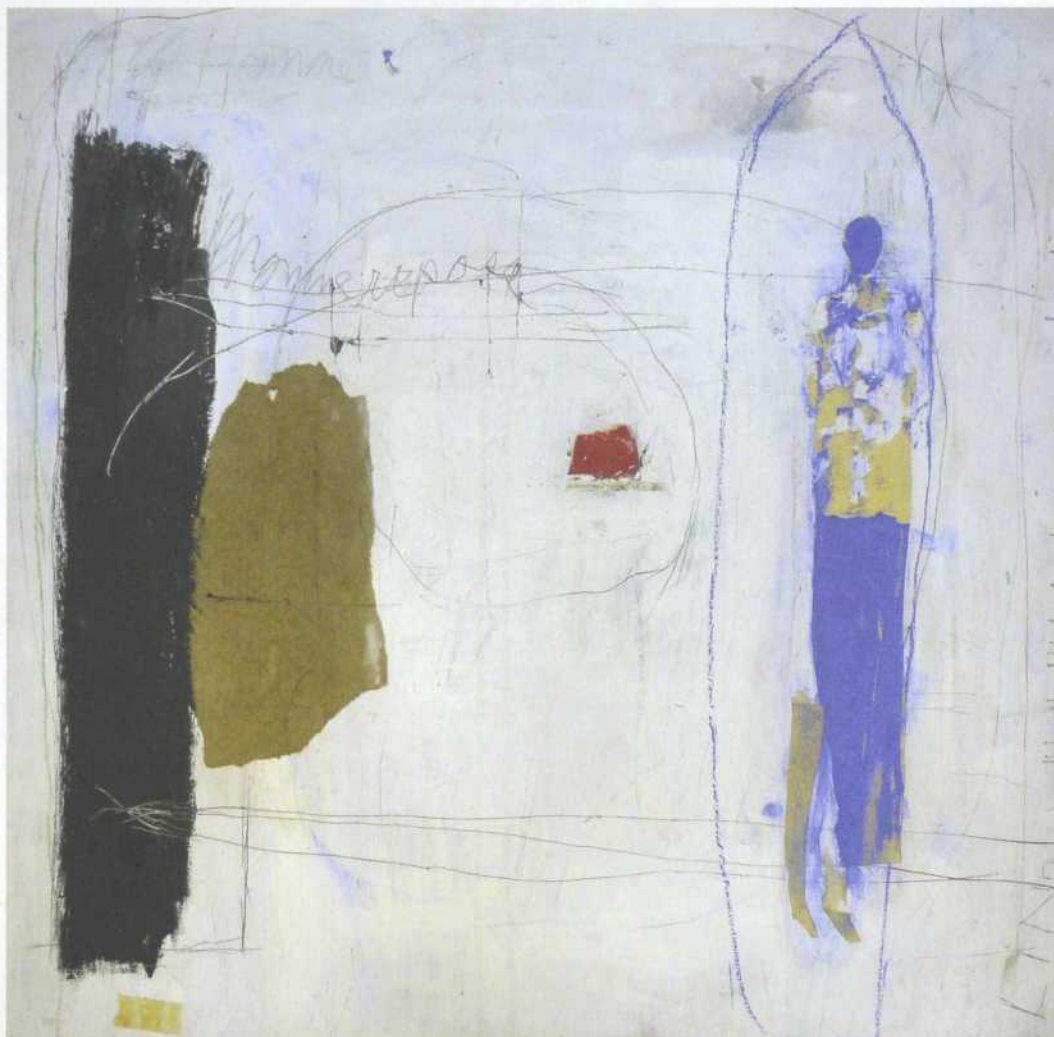
Suzanne Loiseau: J'ai ressenti un véritable malaise devant ce discours théologique à la fois conservateur et déconnecté des enjeux du monde contemporain. C'est comme si le pape élaborait une théologie indépendamment de l'actualité. Ne fallait-il pas, au contraire, partir du contexte qui est le nôtre, des crises et des enjeux d'aujourd'hui, des souffrances et des espoirs des gens? Le pape nous ramène à la manière dont on faisait la théologie avant Vatican II.

On s'attendrait d'une encyclique sociale que son langage soit adapté au monde contemporain et propose des clés de lecture qui servent à comprendre et à nourrir les débats sociaux. Il y a certes une bonne description de plusieurs enjeux, mais l'approche théologique y est mal armée. Il en ressort une impression de rupture entre l'analyse de la réalité et la réflexion théologique.

Le silence sur les femmes et sur leurs conditions de vie est particulièrement inquiétant. Le mot «femme» n'apparaît qu'une seule fois en 140 pages, dans l'expression «hommes et femmes» (n° 57). C'est comme si elles n'existaient pas et qu'elles n'avaient aucune part dans les enjeux du monde contemporain.

Jean Pichette: Je dois avouer que j'ai aussi été profondément irrité à la lecture de cette encyclique. Même si je suis agnostique, j'avais abordé cette lecture avec générosité et

Il y a une transcendance dans le monde. Le désir de justice et de transformation sociale, et l'insatisfaction à l'égard du réel qui nous habite en témoignent. C'est elle qui nous pousse à assumer notre responsabilité à l'égard du monde que nous avons à construire, et ce, que nous soyons croyants ou non-croyants.



Lino, *L'homme repose en lui-même*, 2004, acrylique et huile sur bois

grande ouverture. Et ce ne sont pas les questions théologiques qui me rebutent; elles m'intéressent au plus haut point car je comprends la théologie comme un travail sans fin d'interprétation pour ancrer un espoir, un idéal, une espérance dans le monde. C'est un lieu d'ouverture. Mais dans cette encyclique, je l'ai ressentie comme un lieu de fermeture...

Plus je lisais, plus cela m'apparaissait clairement : Benoît XVI a un rapport à la transcendance qui la renvoie dans un au-delà totalement extérieur au monde et à l'histoire. Une vérité en découle, dont l'Église est la dépositaire – l'Église étant comprise ici comme une structure hiérarchique jamais questionnée, et non comme une communauté de croyants. Les gens « d'en bas », y compris les croyants, doivent se soumettre à ce rapport vertical à la vérité et à la transcendance qui leur est proposé. Il n'y a pas de place, dans cette vision, pour des communautés humaines partageant un idéal, un amour du monde, un désir de justice qui soient porteurs de transcendance, qui puissent nous élever vers un monde meilleur. Cela n'émerge nulle part dans son discours. La vérité vient toujours de l'extérieur, d'en haut, dans un mouvement qui réduit du même coup l'« ici-bas » à une réalité empirique – comme si la société n'existait pas, ce qui est quand même le comble dans une encyclique sociale! Le christianisme qu'on m'a enseigné professait un Dieu incarné; le Dieu fait homme est un Dieu qui doute, qui souffre, un Dieu qui choisit la solidarité des ébranlés – selon

la belle expression du philosophe Jan Patočka – plutôt que le pharisaïsme. Or, je ne vois pas l'incarnation dans la théologie présentée ici: elle manque de colère et d'humanité – de Dieu fait chair. C'est pourtant dans la figure du Christ que loge la puissance révolutionnaire du christianisme! Il nous montre que la transcendance est d'abord parmi nous, je dirais plus précisément entre nous, dans les liens fragiles qui non seulement nous unissent mais nous façonnent, nous donnent un visage humain, nous rendent responsables de notre prochain.

S. L. : Son modèle théologique est dogmatique: «J'ai la Vérité et je la dispense aux autres.» Pourtant, il y a bien quarante ans que l'on essaie de déconstruire ce dogmatisme, en insistant non sur la possession mais sur la quête de la vérité et sur le fait que cette recherche individuelle et collective peut se réaliser par des voies spirituelles différentes. Ici, la vérité est décrétée plutôt que recherchée.

J. P. : Si au moins le pape avait repris la perspective de saint Paul, «la vérité dans l'amour», plutôt que de proposer «l'amour dans la vérité»! Ce n'est pas du tout la même chose: la première permet précisément d'ancrer la vérité dans la chair du monde.

Benoît XVI n'apprécie guère la pluralité humaine. Si l'on n'adhère pas à LA vérité, on tombe nécessairement, selon

lui, dans le relativisme. Mais il y a un espace immense entre ces deux positions! Avec lui, on est dans une logique binaire: «ou bien tu crois en Dieu, ou bien tu participes d'une mentalité technicienne, instrumentale». Je ne me reconnais évidemment pas dans cette alternative, moi qui ne cesse de la critiquer.

Il y a, faudrait-il le rappeler, une transcendance dans le monde. Le désir de justice et de transformation sociale, et l'insatisfaction à l'égard du réel qui nous habite en témoignent. C'est elle qui nous pousse à assumer notre responsabilité à l'égard du monde que nous avons à construire, et ce, que nous soyons croyants ou non-croyants.

G. B. : La position de Benoît XVI à l'égard du pluralisme a été bien exprimée dans le document *Dominus Iesus*, publié en 2000, donc bien avant qu'il devienne pape. Il y dit clairement que si le pluralisme existe de fait, il n'est pas bon en principe.

Je connais bien la pensée de Joseph Ratzinger/Benoît XVI. Il y a chez lui une volonté de renforcer l'identité catholique. Vatican II ouvrait un espace de dialogue avec les protestants, les autres religions et les non-croyants; il s'ouvrait au monde, en mettant l'accent sur ce que nous partageons avec les autres. Les murs de l'Église deviennent ainsi plus poreux. Pour le pape actuel, cette démarche est dangereuse. Les catholiques en viennent ainsi, selon lui, à perdre

leur identité, à être contaminés par la pensée de la modernité. Il faut donc mettre plutôt l'accent sur la différence, affirmer ce qui nous sépare et recréer une identité catholique. C'est à cette condition que le dialogue avec les autres devient possible pour lui. Mais ce dialogue n'en est pas vraiment un, car il ne transforme personne.

J.-C. R. : On aimerait, à cet égard, que le pape ait une parole «à double tranchant»: une parole forte qui ne laisse pas indemne celui qui la professe, qui révèle les failles et les faiblesses à la fois du monde et de l'Église. C'est grâce aux failles qu'il y a possibilité de dialogue, de solidarité. Avec Benoît XVI, on est en face d'une Église sans faille.

S. L. : Le fait que le pape aborde là de nombreux problèmes est un aspect positif. Ainsi critique-t-il les inégalités sociales, le pillage des ressources naturelles et la corruption du pouvoir. Il plaide en faveur des organisations de la société civile, de l'économie solidaire, du syndicalisme, d'une réforme agraire, de la responsabilité sociale des entreprises, etc. Cependant cette critique n'est pas arrimée à une critique du système économique et du néolibéralisme qui sont, en grande partie, la cause du mal développement et des inégalités actuelles entre les peuples. Jamais, d'ailleurs, il ne mentionne le mot. Cela choque d'autant plus que l'encyclique se veut ouvertement une relecture actualisée de *Populorum progressio*

PROCHAIN NUMÉRO

Le numéro de juin de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies le 21 mai. Pensez à le réserver. Il comprendra notamment un dossier sur :

les alternatives économiques

À la suite de « L'ogre de la finance » (n° 733, juin 2009), nous nous demandons quels sont les fondements d'une économie alternative et d'une vision postcapitaliste de la société. L'union intrinsèque de l'économie et de l'écologie semble impérative pour réorienter l'avenir d'un monde qui court à sa perte. En outre, s'il faut entrevoir la fin de la dépendance au pétrole, est-il si utopique d'envisager d'autres grands changements comme la sortie d'un système de retraites par capitalisation? Dans une perspective solidaire, le coopérativisme n'est-il pas aussi à privilégier? Et si le temps, c'est de l'argent, n'est-ce pas aussi notre rapport au temps qu'il faut transformer?

- une controverse sur la cyberdémocratie;
- une analyse sur le Chili;
- le carnet signé par le cinéaste Bernard Émond;
- la chronique littéraire d'Élise Turcotte;
- les œuvres de notre artiste invité, Pol Turgeon.

Recevez notre nouvelle infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Internet : www.revuerelations.qc.ca.



Pol Turgeon, Ariès

qui était critique à l'égard du système économique dominant. L'approche adoptée par le pape actuel est de réguler le système plutôt que de le changer.

Prenons l'exemple de l'aide au développement. L'encyclique fait une allusion, à juste titre, au fameux pourcentage de 0,7% du PIB que chaque État devrait allouer à l'aide internationale, selon l'objectif fixé par l'ONU. Le pape interpelle les États afin qu'ils remplissent leur engagement. C'est louable: on ne peut pas être contre la vertu... Mais c'est une approche parcellaire. Un document qui veut chercher des solutions aux grands enjeux de société doit avoir un peu plus de mordant et ne pas avoir peur de critiquer la dimension excluante du système économique.

De plus, les causes des conflits actuels ne sont pas abordées. Nous sommes pourtant dans un contexte de guerre, de guerre contre le terrorisme. Comment une encyclique sociale peut-elle ne pas parler de la guerre en Irak, en Afghanistan? Pas un mot pour dénoncer cette entreprise coloniale militarisée d'aujourd'hui sous couvert d'une intervention humanitaire.

Benoît XVI nous éloigne du terrain politique et idéologique – qui est pour lui piégé – pour nous mettre sur le terrain de la foi. Selon lui, tout ira mieux, si nous nous tournons vers Dieu.

G. B.: Contrairement à Paul VI et Jean-Paul II, le pape actuel ne questionne pas le capitalisme ni l'ordre économique néolibéral soutenu par le pouvoir politique et militaire. Selon lui, l'ennemi principal, c'est la mentalité technologique (n° 68), la domination de la raison instrumentale qui supprime l'idée même de la vocation humaine à la liberté et à la responsabilité. Ce qu'il nous faut, pour le pape, c'est une nouvelle synthèse humaniste, fondée sur la foi en Dieu (n° 21).

Dans la situation actuelle, l'espoir réside dans la créativité des hommes et des femmes à la base de la société, engagés dans le mouvement communautaire, l'économie sociale et d'autres activités inspirées par la solidarité. Cette promotion de l'économie sociale est inédite dans une encyclique, il faut le souligner.

Il est très probable que plusieurs des chapitres de l'encyclique aient été écrits par des membres du conseil pontifical Justice et Paix. Le style y est très différent de celui du pape, plus spirituel et qui renvoie à une éthique personnelle.

J.-C. R.: Sa critique de la société technicienne, je l'ai trouvée belle et juste. Il montre comment elle évacue le pourquoi, toute centrée sur la faisabilité et l'efficacité. Il y a là une piste pour des solidarités entre croyants et non-croyants. Mais, au lieu de rechercher cette solidarité, il identifie cette mentalité technicienne aux non-croyants. Parce que, pour lui, la seule solution est de croire en Dieu. Sans foi, sans Dieu, pas de développement. Il le dit explicitement: sans Dieu, on peut parler de croissance mais pas de développement (n° 29).

Il y a un paragraphe qui devrait servir de modèle dans l'écriture d'une encyclique sociale. C'est celui qui fait état

de personnes engagées à bâtir la paix. Il est dit que « parmi ces hommes, se trouvent aussi des chrétiens impliqués dans la grande tâche de donner au développement et à la paix un sens pleinement humain » (n° 72). Cette manière de dire les choses implique qu'il y a beaucoup d'autres hommes et femmes qui ne sont pas chrétiens ni croyants et qui travaillent à faire de ce monde un monde plus humain. Je ne sais pas si c'est un passage écrit de la main du pape. En tout cas, cela ne lui ressemble pas.

J. P.: Si on part des postulats théologiques du pape, il apparaît difficile de penser pleinement notre monde. Même s'il critique la raison instrumentale, j'ai l'impression qu'il est incapable d'appréhender la réalité autrement qu'à travers le prisme de celle-ci.

La raison en est fort simple: en renvoyant totalement la transcendance dans un Dieu extérieur au monde, quitte à ce qu'elle nous revienne par le canal étroit (et filtré) de l'Église, Benoît XVI s'inscrit dans une logique qui vide notre monde de toute métaphysique. Le « réalisme » contemporain – dans sa forme techno-capitaliste bien sûr, mais pas exclusivement – s'acharne à tuer « la métaphysique dans l'homme » (Merleau-Ponty). Peu à peu réduit à n'être qu'un ensemble de gènes ou une « ressource humaine », l'être humain devient de plus en plus étranger à son propre monde, incapable de l'habiter, d'en éprouver la présence. Ne pouvant plus trouver (ou sécréter) en lui de « raison de vivre » (qui est peut-être au fond la seule véritable « raison »), il peut dès lors conjuguer sans contradiction une finalité dictée par la « raison divine » et une action concrète dans le monde délestée de toute finalité, si ce n'est celle, extrêmement pauvre et nihiliste, de l'efficacité. Dans une telle perspective, la raison instrumentale – qui renonce à tout questionnement sur les fins de l'action – semble malheureusement promise à un avenir radieux...

S. L.: Benoît XVI aurait tout avantage à s'entourer de gens capables d'analyse critique et à leur faire confiance. Il gagnerait à tenir compte de l'apport des forces vives présentes dans la société comme dans l'Église, incluant les différentes traditions spirituelles qui s'inscrivent dans la mouvance de la transformation sociale. On a l'impression qu'il n'a d'oreilles que pour ceux qui croient que la mondialisation néolibérale est la voie à suivre, moyennant quelques accommodements.

N'est-il pas dit dans l'Évangile de Jean: Dieu a tant aimé le monde. C'est dans cet amour du monde que s'enracine la conviction de le changer. ●

(PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-CLAUDE RAVET)

On aimerait que le pape ait une parole « à double tranchant »: une parole forte qui ne laisse pas indemne celui qui la professe, qui révèle les failles et les faiblesses à la fois du monde et de l'Église.



L'État doit-il cesser de financer l'école privée?

Il faut surtout démocratiser l'école privée.

JEAN-PIERRE PROULX

L'auteur est professeur retraité de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal

Depuis des années, des citoyens et des organismes réclament la fin des subventions aux écoles privées afin de mieux financer l'école publique qui en a bien besoin. Cette avenue n'est pas la meilleure. Il vaut mieux, à mon avis, démocratiser l'école privée en s'assurant que chacun ait une chance égale d'y accéder, sans égard à ses talents ou à ses moyens financiers.

Couper les vivres aux écoles privées apparaît à plusieurs comme LA solution. Pourtant, le bénéfice financier pour le secteur public n'est pas du tout évident. En effet, si les élèves en provenance de l'école privée retournent au public, l'État devra les financer à 100 % tandis que pour l'heure, il le fait à hauteur d'environ 55 %. Certes, des parents qui en ont les moyens vont tout de même laisser leurs enfants dans des écoles privées non subventionnées. Mais il y a une inconnue : on ne saurait dire combien le feront.

Il existe un autre obstacle, juridique celui-là. La loi stipule que «les personnes et les groupes ont le droit de créer des établissements d'enseignement autonomes et, les exigences du bien commun étant sauves, de bénéficier des moyens administratifs et financiers nécessaires à la poursuite de leurs fins». On peut évidemment changer cela. Mais cette disposition de 1964 confirmait une longue tradition, bref un choix de société qu'aucun gouvernement n'a osé remettre en question depuis. Or, l'opinion publique paraît à cet égard bien divisée.

À l'opposé, démocratiser l'école privée constitue une voie plus opportune reposant sur une valeur sociale qui, elle, fait consensus : l'égalité foncière des personnes. Certes, les talents sont inégaux, mais il appartient à l'école de réduire les inégalités en permettant à chacun de se développer au maximum de ses possibilités. Mais en écrémant l'école publique de ses meilleurs éléments au profit du système privé, on en vient à dévaloriser l'école publique. C'est l'effet pervers des palmarès. Surtout, on rend encore plus difficile la réussite des plus faibles. En effet, la recherche montre que ceux-ci profitent de la présence en classe des plus forts, parce que les enseignants et les enseignantes, plus exigeants, tirent toute la classe vers le haut. Quant aux plus forts, ils demeurent toujours les plus forts.

METTRE FIN À LA SÉLECTION

Comment donc démocratiser l'école privée? En l'obligeant à accueillir tous les élèves qui frappent à sa porte quels que soient leurs talents, dans le respect du projet éducatif de l'école. C'est à l'école de tout mettre en œuvre pour favoriser la réussite de chacun. L'excellence doit d'abord être celle des services éducatifs. Et si l'offre de services spécialisés à des élèves qui ont des capacités moindres doit entraîner des débours plus grands, il est normal que l'État prenne ce fait en cause dans sa

grille de subvention, comme il le fait déjà pour les cinq ou six établissements privés spécialisés dans l'éducation des enfants très handicapés ou en grande difficulté d'apprentissage.

Par ailleurs, comme les places sont limitées, il faut un service d'admission qui assurera à chacun une chance égale de s'inscrire à l'école de son choix. Et si les parents veulent que leurs enfants fréquentent une école sélective sur la base de leurs talents, ils devront acquitter la totalité de la facture.

L'école privée est aussi sélective au plan économique. On y retrouve davantage d'élèves issus des classes supérieures et moyennes. Il faut donc permettre aux parents moins riches d'y inscrire leurs enfants. La plupart des écoles privées ont créé des fondations à cette fin. Le gouvernement pourrait accorder des bourses ou encore adopter des mesures fiscales compensatoires.

AU SERVICE DE TOUS LES ÉLÈVES

Plusieurs écoles privées s'inspirent encore des valeurs chrétiennes. Quand Jean-Paul II est venu au Canada en 1984, il a tenu à des éducateurs catholiques des propos qu'il convient de rappeler ici : «En même temps que les écoles catholiques sont toujours vouées au développement intellectuel, nous leur rappelons aussi l'impératif évangélique d'être au service de tous les élèves, et non seulement à ceux qui sont les plus brillants et les plus prometteurs. Ainsi, en accord avec l'esprit de l'Évangile, et son option pour les pauvres, ils porteront leur attention particulièrement sur ceux qui en ont le plus besoin.» ●

Le débat sur le financement public de l'école privée au Québec est récurrent et mérite qu'on y revienne. Pour les uns, la solution consiste à démocratiser l'école privée.

Pour les autres, l'enjeu est la rétention des élèves forts dans le réseau public, la mixité sociale et la préservation de l'accès à une éducation gratuite et de qualité pour tous.



La fin de ce financement est nécessaire pour favoriser la mixité sociale et la qualité du réseau public.

DOMINIQUE DAIGNEAULT

Les énormes problèmes de financement auxquels est confrontée l'école publique ramènent de façon récurrente la polémique autour du financement de l'école privée à même les fonds publics. Doit-on ou non y mettre fin? Je réponds oui. Mais il ne faudrait pas croire que cette mesure règlera à elle seule les problèmes de financement du réseau public. Elle pourrait toutefois avoir un effet bénéfique sur une problématique dont on parle un peu moins, soit la désertion de l'école publique par un nombre grandissant d'élèves, qui a pour conséquence une moins grande mixité sociale dans les classes.

Depuis la Révolution tranquille, le réseau public des écoles et des cégeps a permis au Québec de connaître une nette amélioration de la scolarisation de sa population en donnant accès à une éducation de qualité au plus grand nombre. Puis, progressivement, l'avènement de la société du savoir et la marchandisation de l'éducation ont changé les règles du jeu. Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'avoir accès à une éducation de qualité; on doit obtenir le bon diplôme dans la bonne école. La concurrence entre les établissements – alimentée en grande partie par les palmarès – a beaucoup nui à l'école

publique à qui l'on demande, par ailleurs, de faire beaucoup avec peu.

UNE INÉGALITÉ DE TRAITEMENT DOMMAGEABLE

Le droit de choisir le privé n'entraîne pas automatiquement l'obligation pour l'État d'en assumer le financement. Au Canada, cinq provinces n'accordent aucune subvention aux écoles privées, soit la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard et l'Ontario. En comparaison, au Québec – province où la place du privé dans l'enseignement est la plus importante –, l'école privée est subventionnée à hauteur de 60 % par élève. À cela s'ajoutent d'autres sommes, dont celles remboursées aux parents grâce aux reçus pour fins d'impôt émis par la majorité des écoles privées et les allocations locatives pour les bâtiments. Malgré toutes ces subventions, l'école privée peut sélectionner sa clientèle au mérite et en fonction de sa capacité de payer sans avoir les mêmes obligations que l'école publique qui, elle, doit scolariser l'ensemble des élèves qu'on lui confie.

Cette inégalité dans les règles du jeu contribue au fait que de plus en plus d'élèves désertent le secteur public. Ceci est particulièrement criant au secondaire, où un peu plus de 20 % des élèves vont au privé; à Montréal, c'est près du tiers et, dans certains quartiers (comme Notre-Dame-de-Grâce et Ahuntsic-Cartierville), plus de 45 %. La désertion d'élèves forts induit une plus grande pression dans les classes, notamment en ce qui a trait à l'intégra-

tion des élèves handicapés, en difficulté d'adaptation et d'apprentissage. En 2007-2008, ceux-ci représentaient 26,8 % des effectifs de la CSDM. Doit-on spécifier que les écoles privées ne se précipitent pas pour accueillir les élèves ayant des besoins particuliers?

MIXITÉ SOCIALE ET DÉMOCRATISATION

Mettre fin au financement public des écoles privées ne règlera pas entièrement la question du sous-financement du réseau public, mais, selon une étude récente, cela permettrait à l'État d'économiser 86 millions \$, si l'on se base sur une hypothèse d'un retour de 50 % des élèves du privé vers le public, soit 57 500 élèves¹. Par ailleurs, cela favoriserait une plus grande mixité sociale dans les classes et la mise en place d'un réseau plus inclusif et démocratique où chacun, chacune, trouve sa place. La reconversion des écoles privées au secteur public est possible et devra se faire progressivement, tout en respectant les traditions institutionnelles et les personnels en place. L'exemple des cégeps Marie-Victorin et Beauce-Appalaches en a fait la preuve dans le réseau collégial. Peut-être pourrions-nous nous inspirer de ces modèles? Chose certaine, il est de notre devoir comme société de nous assurer que toutes et tous, sans exception, aient accès à une éducation gratuite et de qualité dans un réseau public. ●

L'auteure est secrétaire générale du Conseil central du Montréal métropolitain – CSN et enseignante en Techniques de travail social au Cégep du Vieux-Montréal

1. Landry, Jean-François, *Le financement public des écoles privées: mettre fin aux préjugés*, rapport réalisé à la demande de la FAE, octobre 2009.

Le Centre justice et foi et *Presse-toi à gauche!* vous convient à une journée d'étude:

L'anticapitalisme: fondements et défis

LE SAMEDI 15 MAI 2010

DE 9 H À 17 H

À Québec

Cégep Limoilou

1300, 8^e avenue

Tarif: 20 \$

Étudiant et faible revenu: 10 \$

Le repas du midi est inclus.

QUATRE GRANDES CONFÉRENCES

Inventaire critique de la notion d'anticapitalisme par Maxime Ouellet et Pierre Mouterde

Défi écologique et limites du capitalisme vert par François L'Italien

Marche des femmes pour leur émancipation: une dimension essentielle de la lutte anticapitaliste par Cynthia Bergeron

L'anticapitalisme: perspective essentielle aux luttes sociales? par Nicolas Lefebvre-Legault

DES ATELIERS THÉMATIQUES (AU CHOIX)

Inégalités Nord-Sud et alternatives: le rôle du Forum social mondial par Pierre Mouterde

Lecture chrétienne de l'anticapitalisme et engagement social par Michel Beaudin

Crise du capitalisme et nouveaux défis du mouvement syndical par Sébastien Bouchard

INSCRIPTION OBLIGATOIRE AVANT LE 9 MAI

Christiane Le Guen <cleguen@cjf.qc.ca> / 514-387-2541, poste 234 / <www.cjf.qc.ca> / <www.pressegauche.org>

Oui, je désire un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

COURRIEL _____

Je désire également offrir un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$
à la personne suivante:

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Montant total: _____ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de *Relations*) ☐
ou par carte de crédit

NUMÉRO DE LA CARTE _____

EXPIRATION _____ SIGNATURE _____

Relations

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES

5,50 \$ PLUS TAXES

ABONNEZ-VOUS...

par téléphone: 514-387-2541, p. 226

par télécopieur: 514-387-0206

par courriel: relations@cjf.qc.ca

par la poste: **Relations**

Ginette Thibault

25, rue Jarry Ouest

Montréal (Québec) H2P 1S6

Un an: 35 \$ Deux ans: 65 \$

À l'étranger (un an): 55 \$

Étudiant: 25 \$ (sur justificatif)

Abonnement de soutien: 100 \$ (un an)

www.revuerelations.qc.ca



DVD

VISIONNAIRES PLANÉTAIRES – GUIDE DE SURVIE POUR UNE PLANÈTE EN PÉRIL

RÉALISATION : SYLVIE VAN BRABANT
COPRODUCTION : RAPIDE BLANC ET ONF
CANADA, 2009, 83 MIN.

La plupart des films récents sur l'environnement (*Une vérité qui dérange* de Al Gore, *Home* de Yann Arthus-Bertrand, *Le syndrome du Titanic* de Nicolas Hulot, parmi d'autres) insistent sur les ravages écologiques de notre économie actuelle, sur les catastrophes qui nous attendent et sur l'urgence de modifier nos comportements individuels et collectifs. Le documentaire *Visionnaires planétaires* privilégie une approche différente en mettant l'accent sur les solutions déjà expérimentées, certaines depuis longtemps, pour rendre l'avenir possible. Et elles sont plus nombreuses et diverses qu'on le croit. De quoi nourrir l'espérance et donner le goût d'agir à notre tour.

Sylvie Van Brabant, documentariste chevronnée et animatrice des Productions du Rapide Blanc, suit ici le jeune écologiste Mikael Rioux, connu surtout pour sa défense de la rivière Trois-Pistoles. À travers la naissance de son premier enfant et la rencontre de son mentor, Christian de Laet, pionnier méconnu de l'écologie au Canada, Mikael découvre le besoin de militer autrement et se met en quête d'hommes et de femmes qui, partout sur la planète, construisent déjà le monde de demain.

Le film, porté par une superbe photographie, nous fait rencontrer une demi-douzaine de ces visionnaires : le charismatique président de la plus grande ONG de développement alternatif au monde, l'Indien Ashok Khosla ; le brillant oncologue suédois Karl-Henrik Robert, devenu gourou du développement durable en élaborant le concept The Natural Step ; l'économiste-humaniste Peter Koenig, d'origine britannique mais vivant en Suisse depuis plus de 30 ans, qui propose une relation radicalement différente à l'argent ; Marilyn Melhman, force tranquille du mouvement Global Action Plan, qui s'intéresse aux multiples formes communautaires d'une vie plus durable et Wangari Maathai, femme ministre au Kenya, Prix Nobel de la paix en 2004 et fondatrice du Green Belt Movement, ce vaste mouvement pour la reforestation en Afrique. On découvre aussi le designer écologique américain John Todd, nommé par le MIT comme l'un des 35

à laquelle nos sociétés modernes nous ont habitués, la militante rappelle à quel point cette pseudo-autosuffisance contemporaine est faite d'innombrables dépendances cachées : aux sources d'énergie (électricité, pétrole ou gaz), à l'ordinateur, à l'automobile, aux électroménagers, etc.

Ce documentaire fait d'ailleurs partie d'un courant grandissant qui, pour sensibiliser aux urgences de l'environnement, met davantage l'accent sur les



Photo : Olivier Cheneval



Photo : Denis McCready

plus grands inventeurs du XXI^e siècle, et sa compagne Nancy Jack Todd. Ils sont à l'origine du mouvement d'avant-garde « Les nouveaux alchimistes », qui imitent la nature et utilisent les déchets comme matière première, pouvant ainsi transformer un vaste canal d'égout chinois à ciel ouvert en agréable lieu récréatif pour tout le voisinage.

Chacune de ces rencontres nous fait découvrir des possibles insoupçonnés en invitant à penser en dehors de nos cadres habituels. Par exemple, quand on objecte à Marilyn Melhman que la vie dans les éco-villages repose trop sur la dépendance communautaire et ne permet pas l'autosuffisance

solutions que sur les problèmes. Non pas tant sur les gestes individuels habituellement privilégiés que sur les expériences collectives qui se développent un peu partout. Dans cette perspective, je voudrais souligner deux livres récents qui constituent un excellent prolongement du documentaire :

Visionnaires planétaires : 80 hommes pour changer le monde – Entreprendre pour la planète de Sylvain Darnil et Mathieu Le Roux (2005) et *100 pionniers pour la planète – Des solutions pour une croissance verte* de Dimitri Caudrelier et Matthieu Roynette (2009), tous deux publiés aux Éditions JC Lattès. Autant d'exemples qui invitent à créer du neuf et qui montrent qu'un autre monde est bel et bien possible.

DOMINIQUE BOISVERT

COMPRENDRE POUR AGIR

NOUVEAUX CAHIERS
DU SOCIALISME « LEUR CRISE! »

Montréal, Collectif d'analyse politique (CAP)/Écosociété, n° 2, automne 2009

« Leur crise! »: le titre est éloquent et va droit au but! Ce deuxième numéro des *Nouveaux cahiers du socialisme* porte sur l'analyse des causes et de la nature de cette crise qui ébranle le monde depuis 2008 et ses répercussions au Québec et ailleurs. Crise des *subprimes* et du crédit, bulle immobilière, dérégulation, spéculation, financiarisation, épuisement des ressources, explosion des inégalités, irresponsabilité politique: le lecteur est amené à comprendre comment tous ces dérèglements sont interconnectés et inhérents au système capitaliste, dont la finalité demeure toujours plus de croissance, pour toujours plus de profit.

Samir Amin démontre bien comment les mesures prises par les gouvernements actuels ne marquent pas « le retour du keynesianisme », contrairement à ce qui est véhiculé dans les médias (dont le rôle aurait d'ailleurs mérité d'être scruté de plus près), mais ne font que « remettre en selle ce même système financiarisé » (p.91). En n'allant pas au cœur du problème, « le système ne recule que pour mieux sauter et une nouvelle débâcle financière, encore plus profonde, sera inévitable » (p.93).

Les solutions à court et à long terme, nombreuses et réalistes, sont proposées au fil des pages. Tous les auteurs s'entendent sur la nécessité de la nationalisation pour un bon contrôle public de la finance et une meilleure démocratisation de l'économie. « La durée nécessaire pour assainir la finance sera inversement propor-

tionnelle au degré de nationalisation » (Michel Husson, p.123).

Aux tenants d'un capitalisme vert, Daniel Tanuro démontre que « le sauvetage du climat est inséparable d'une mutation socio-économique » (p.113) qu'évoquent aussi Leo Panitch et Sam Gindin. Celle-ci implique de repenser ce que nous consommons, « ce que nous produisons », comment nous le produisons » (p.46). Il s'agit de réorienter l'économie vers sa finalité légitime: le mieux-être de tous les humains. Pour cela, la remise en question du pouvoir des oligopoles est nécessaire.

Autre aspect intéressant, les auteurs partagent ce qu'ils ont appris des luttes bien concrètes de la gauche qui s'efforce de construire des alternatives. Dans leur questionnement, ils nomment les écueils passés et présents, les avancées et les reculs, les pièges qui peuvent diviser, les dénominateurs communs qui peuvent rassembler, les initiatives émergentes, ainsi que les luttes à mener dans l'ici et maintenant pour une démocratie authentique. L'accent est mis sur l'importance de ne pas fragmenter les luttes, de les « cristalliser dans une alternative politique cohérente » (p.96).

Au terme de sa lecture, le lecteur aura compris qu'avant le capitalisme, le genre humain a vécu pendant des siècles selon une organisation sociale où « l'activité économique était "encastrée" dans la société » (Emmanuel Terray, p.261), en accord avec les normes et valeurs de celle-ci. Puis vint cette profonde coupure dans l'histoire de l'humanité quand le « Dieu Marché » s'est imposé, ce que Karl Polanyi nomme « la grande transformation ». Aujourd'hui, ce capitalisme et son Dieu Marché, tant sur le plan social qu'environnemental, nous mènent dans un cul-de-sac. Mais il peut y avoir un après-le-capitalisme, une société centrée sur les humains, si les citoyens décident de prendre la démocratie au sérieux.

Tout comme la cupidité est au cœur du problème, la solidarité sera au cœur de la solution. Elle ne peut venir

qu'avec la conscientisation. Les *Nouveaux cahiers du socialisme* y apportent une contribution importante. À première vue, ce numéro peut paraître austère, mais ses 26 courts articles (dont seulement deux par des femmes!), écrits dans un langage clair et intelligent, se lisent facilement. Il se révèle un outil précieux pour comprendre comment fonctionne le monde dans lequel nous vivons.

FRANÇOISE BREAU

PROFONDÉMENT
ECUMÉNIQUE

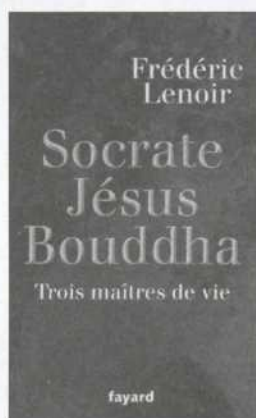
Frédéric Lenoir
*SOCRATE, JÉSUS, BOUDDHA –
TROIS MAÎTRES DE VIE*
Paris, Fayard, 2009, 300 p.

Frédéric Lenoir est à la fois philosophe, romancier et dramaturge, en plus de diriger *Le Monde des religions*. La liste de ses ouvrages publiés est impressionnante. J'avais recensé ici même assez sévèrement un ouvrage d'Hubert Reeves auquel il avait collaboré. Sa contribution m'avait semblé plutôt superficielle.

Il me faut cette fois faire amende honorable. Voici un très beau livre sur « trois maîtres de vie »: Socrate, Jésus et Bouddha. L'approche se veut celle d'un philosophe, donc de quelqu'un qui maintient sa réserve à l'égard de l'adhésion de foi. Démarche rationnelle et rigoureuse. Mais, en même temps, démarche auto-implicative. En page 12, l'auteur parle de sa découverte de Socrate à treize ou quatorze ans!, puis de celle de Bouddha à seize et de celle de Jésus, à dix-neuf ans, à travers l'Évangile de Jean.

Systématiquement, l'auteur présente Socrate, Jésus et Bouddha, dans l'ordre et le désordre, pourrait-on dire. Dix chapitres pour faire l'état des lieux: comment les connaît-on, origine so-





ciale et enfance, sexualité et famille, naissance d'une vocation, personnalité, vie en mouvement, l'art d'enseigner, l'art de mourir, ce qu'ils disent d'eux-mêmes et ce que dit la tradition plus tardive. Les cinq derniers chapitres actualisent le message de ces maîtres à penser sur l'immortalité, la vérité, la liberté, la justice et l'amour.

Chaque fois, l'auteur analyse le maître de vie sans le juger et en essayant de le situer dans son système de référence. Selon lui, la clé du système de pensée de Socrate est la justice et non l'amour. Celle de Jésus est l'amour, l'amour absolu de Dieu qui renonce à la puissance à travers Jésus. La clé du Bouddha est plutôt la compassion pour atténuer la souffrance et dépasser le désir.

Je ne suis pas en mesure de qualifier la rigueur scientifique de l'auteur à l'égard des trois personnages qu'il étudie. Je ne connais pas le Bouddha. Mais ce qu'il dit de Jésus est excellent. La connaissance qu'il en a dépasse de loin les ouvrages qu'il donne en référence. Les citations des évangiles coulent de source et révèlent une fréquentation de l'intérieur. Son approche n'est pas historico-critique, ni proprement exégétique. Il s'agit davantage d'une sorte d'actualisation détachée qui laisse au lecteur sa liberté – position philosophique délicate s'il en est une. L'auteur accorde beaucoup d'importance à l'Évangile de Jean comme témoin de la conscience que Jésus a de lui-même. Enfin, sa perspective sur Jésus comme témoin du renoncement de Dieu à sa propre puissance me semble au cœur du message évangélique.

Voici un livre profondément dialogal et œcuménique. Il ne plaira pas aux sectaires de tout acabit, désireux de

vaincre les autres ou de convaincre à tout prix. Mais il aidera les personnes désireuses de sortir du relativisme moral actuel et en quête de justice, de vérité et d'amour. Plus encore, il ouvre l'expérience humaine sur un dépassement d'elle-même, quelle que soit la réponse que l'on donne à cette question.

Si l'éthique vous intéresse, si les questions du sens et d'un au-delà de la mort vous interrogent, si l'enfermement des systèmes religieux vous agace, ce livre vous rendra service.

ANDRÉ BEAUCHAMP

VISITER DES MONDES

Christian Bobin

LES RUINES DU CIEL

Paris, Gallimard, 2009, 181 p.

Dans *Les ruines du ciel*, il y a le jansénisme, Pascal et sa sœur Jacqueline, Racine, Bach, des oiseaux, des pauvres et notre monde. Il y a aussi la mort, le paradis, le beau du monde, des nuages, des arbres, des fleurs et du bonheur. Puis, il y a toujours de la joie de vivre dans les livres de Christian Bobin. Cette joie enfantine qui fait les colères des critiques, cette joie naïve qui fait pester les universitaires.

«Le sens de cette vie c'est de voir s'effondrer les uns après les autres tous les sens qu'on avait cru trouver» (p. 72). Toujours ce voyage dans le temps chez Bobin. Le voyage d'un écrivain qui pense son monde en réfléchissant sur un autre monde. Le combat de Pascal, les interrogations des jansénistes. Le besoin de sentir l'inutile du sens. Le paradoxe dans lequel les hommes doivent vivre. Est-ce que nous pourrions nous poser quelques questions sans ce paradoxe? Il y a notre recherche de sens et l'inutile du sens. Entre les deux, notre voyage. «Il s'agit d'écrire un tout petit peu plus vite que la mort» (p. 74).

Pour moi, lire Christian Bobin a toujours été une expérience singulière. Il vient un moment où l'on ne sait plus très bien ce qu'on lit. Un livre sur

Pascal, un essai philosophique, un exercice de méditation, les fragments de pensées d'un croyant, un livre d'éthique, un traité sur la musique et les citrons? Non, on ne sait plus très bien. Il faut seulement se glisser dans le décor, visiter avec Bobin ces mondes, tous ces mondes.

«Les yeux des pauvres sont des villes abandonnées» (p. 115). Ma lecture s'arrête quelques instants. Je lève les yeux de mon livre. Je vais à la fenêtre, je regarde ma ville. Je sais que j'habite l'un des quartiers pauvres de Québec. C'est Bobin qui m'a conduit à ma fenêtre. Je regarde ma ville et c'est comme si je continuais de lire *Les ruines du ciel*.

Je retourne à ma chaise. J'avais griffonné sur une fiche une autre phrase: «Il n'y a aucune différence entre croire et vivre» (p. 16). Il faut apprendre à voyager. Oui, la naïveté de Bobin n'est pas la mienne, mais qui exige cela? Qui exige que les écrivains s'imposent à nous à chaque phrase? Je n'ai jamais pensé que la lecture d'un livre était un emprisonnement. C'est plutôt le contraire, lire est une libération, toujours une libération. Je sais qu'un certain terrorisme intellectuel déteste cette liberté. Peu m'importe. «Toutes nos pensées reviennent à chercher la clé d'un paradis dont la porte est ouverte» (p. 53).

MARC CHABOT

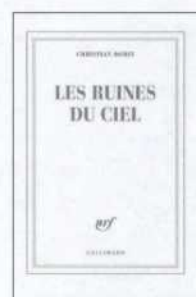
LA QUÊTE DU LIEN

Hélène Dorion

L'ÉTREINTE DES VENTS

Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2009, 141 p.

L'ouvrage d'Hélène Dorion est difficilement classable. Il se situe entre l'essai, le carnet et le poème en prose, entre une lente contemplation de la vie et une dense réflexion sur la relation à



soi, aux autres, au monde et à la transcendance. La pensée et l'écriture s'y entrelacent intimement et se répondent l'une à l'autre. De ce dialogue fécond, il ressort un voyage initiatique à travers soi et à l'épreuve du monde.

Ce que disait Hannah Arendt du philosophe Walter Benjamin s'applique merveilleusement à Hélène Dorion : elle pense poétiquement. Arendt voulait dire par là que, chez Benjamin, les métaphores font figure de concepts, seuls aptes à traduire une expérience sensible du monde, impossible autrement. Grâce aux métaphores, un lien se crée, une correspondance s'établit entre des réalités apparemment lointaines : entre les espoirs et les peurs, par exemple, et la nature. « Les métaphores en ce sens, dit Arendt, mettent poétiquement en œuvre l'unité du monde » (*Vies politiques*, Gallimard, p. 262).

C'est à une expérience semblable que nous convoque le livre d'Hélène Dorion. Lumière, amour, abîme, chute, tempête, douleur, beauté et rédemption en constituent le paysage. L'auteur nous fait éprouver le lien profond, radical, qui nous unit au monde. Ainsi, l'île qu'elle a habitée durant des mois, le sable, l'herbe, la mer, le ciel, le soleil, le vent, les vagues, les arbres, les maisons, les toits, la lumière et ses cou-

leurs – surtout le bleu – sont des passerelles qui mènent d'une rive à l'autre de l'existence, du visible à l'invisible, du proche au lointain, du passé à la présence. Nous sommes ainsi conviés à une rencontre entre l'infini et la contingence : la clairière de l'être, l'éclaircie, l'Ouvert, en écho à Rilke. Et, indissociables de ces passerelles, il y a évidemment les mots – les passeurs, les éclaireurs, ces amis essentiels – qui



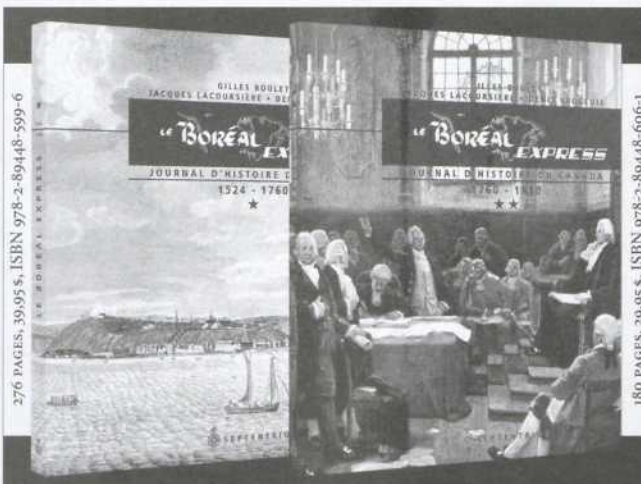
ouvrent le chemin, le creusent, nous entraînent vers le fond, à l'intérieur de soi et du monde, nous apprennent à voir, à vivre – « les mots défrichent l'obscurité au cœur de laquelle j'avance à tâtons » (p. 82).

Évoquant encore Rilke, Hélène Dorion invite à faire entrer le monde par les pores. Les choses, les êtres et l'environnement qui les enveloppe ne sont pas extérieurs à soi mais dans un rapport de résonance, comme si nous étions tous reliés par un lien invisible,

comme les multiples îles d'un archipel. Comme si, entre la vie, soi et le paysage, il y avait une complicité, une amitié, une intériorité commune : « Émerveillée, je regarde cet horizon vaste et plein, à la fois familier et inconnu, et je sais que c'est à l'intérieur de moi que se pose ainsi mes yeux » (p. 64).

Mais à travers cette méditation, c'est à la description d'un combat que nous avons véritablement affaire. Il y a d'abord un grand basculement de l'auteur dans la douleur, provoqué par une cassure dans l'amour et un deuil. Dans ce vide, cette chute, se dessine l'expérience fondamentale du recommencement et de l'ouverture. Et au terme du combat intérieur où la nature environnante est l'arène et le témoin surgit une blessure ouverte, une faille immense qui traverse la vie, ou plutôt une brèche. C'est par elle que s'immisce une manière d'être dans l'acquiescement des limites humaines et l'accueil de sa vulnérabilité. Vivre signifie dès lors tendre vers ce qui nous relie, éprouver un tant soi peu le monde comme totalité, source intarissable d'émerveillement.

JEAN-CLAUDE RAVET



« UN JOYAU » Daniel Lemay, La Presse

Presque 50 ans après sa première parution, procurez-vous l'un des plus grands succès de l'édition au Québec. Découvrez ou redécouvrez de façon ludique toute la richesse de notre histoire à travers *Le Boréal Express* qui est devenu, au fil des ans, une référence en la matière.

SEPTENTRION.QC.CA
LA RÉFÉRENCE EN HISTOIRE AU QUÉBEC

Association
NATIONALE
DES ÉDITEURS
DE LIVRES

Lire avec l'intelligence et le cœur


MÉDIASPAUL DIFFUSION



UNE FINANCE SOLIDAIRE ET INNOVANTE

Lettre ouverte aux chrétiens qui veulent changer l'économie
Jean-Paul Vigier • Médiaspaul
152 p. • 23,95 \$

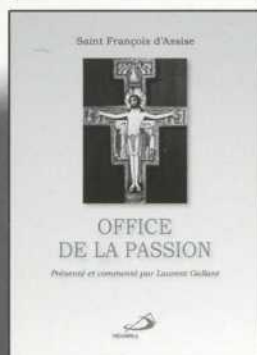
Pour comprendre les rouages économiques de la crise mondiale. En changeant les mentalités et les modes de vie, on peut changer le monde...



LES SECRETS DE LA GÉOPOLITIQUE

Des clés pour comprendre
Olivier Zajec • Tempora
184 p. • 29,95 \$

Initiation aux fondements des relations internationales et leurs impacts sur les activités politiques, économiques et sociales.



OFFICE DE LA PASSION

La geste du Grand Roi
Saint François d'Assise
Médiaspaul
400 p. • 16,95 \$

L'Office de la Passion, de Saint François d'Assise (1182-1226), le livre de prières le plus original que nous ait légué le Moyen Âge.



LIBÉRER LE DÉSIR

Louis Roy • Médiaspaul
152 p. • 17,95 \$

Quête de bonheur, espérances, mystique du désir, l'auteur explore l'un des fondements de l'expérience humaine.



LA STRATÉGIE DE L'IRAN

Entre puissance et mémoire
Matthieu Anguez • Tempora
172 p. • 27,95 \$

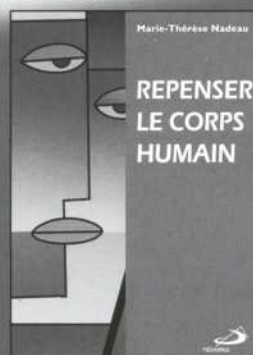
L'auteur décrypte les forces et les faiblesses géopolitiques de la nation iranienne et analyse la situation politique instable du Moyen-Orient.



2030, LA FIN DE LA MONDIALISATION ?

Hervé Coutau-Bégarie
Tempora
140 p. • 29,95 \$

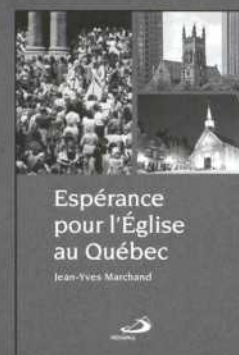
La crise financière actuelle met en évidence la fragilité du système international et remet en cause la viabilité de la mondialisation.



REPENSER LE CORPS HUMAIN

Marie-Thérèse Nadeau
Médiaspaul
168 p. • 21,95 \$

Une réflexion profonde et globale sur la réalité du corps, lieu de rapport entre les humains et lieu du déploiement de la vie spirituelle.



ESPÉRANCE POUR L'ÉGLISE AU QUÉBEC

Jean-Yves Marchand
Médiaspaul
160 p. • 21,95 \$

Regard sur l'évolution de l'Église dans la société québécoise, sur son avenir, celui d'une Église moins puissante mais plus libre pour annoncer l'Évangile.

Un choix écologique pour une société juste

DEPUIS JANVIER 2009,
LA REVUE *RELATIONS* EST IMPRIMÉE
SUR DU PAPIER RÉCYCLÉ CONTENANT
100 % DE FIBRES POSTCONSOMMATION.

